



CLINIQUE DOCTORALE  
AIX GLOBAL JUSTICE

Clinique de Droit international  
des droits de l'homme

[www.aixglobaljustice.org](http://www.aixglobaljustice.org)

**Risque d'excision**

**Libéria**

**Juillet 2023**

*Ce travail a été réalisé sous la coordination de membres de la Clinique doctorale de droit internationale des droits de l'homme et grâce au concours d'étudiants cliniciens en droit.*

Ce document, présenté par Aix Global Justice, a pour but de promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le monde. Il est essentiel de préciser que les informations contenues dans ce rapport sont basées sur des sources disponibles, y compris des entretiens, des documents et d'autres matériels accessibles au public. Bien que nous nous efforcions d'être précis et objectifs, Aix Global Justice ne garantit pas la véracité absolue ou l'exhaustivité des données présentées dans ce rapport.

Ce rapport est un outil de sensibilisation, de défense des droits de l'homme et de dialogue constructif. Il ne constitue pas un avis juridique et n'engage pas la responsabilité d'Aix Global Justice ou de ses représentants. Par conséquent, Aix Global Justice décline toute responsabilité en cas d'erreurs, d'omissions ou d'inexactitudes dans le rapport ou pour toute action entreprise sur la base de son contenu. Les membres d'Aix Global Justice ne seront donc pas tenus pour responsables.

Aix Global Justice ne peut être tenu responsable des dommages directs, indirects, accessoires, consécutifs ou punitifs résultant de l'utilisation, de l'interprétation ou de la confiance accordée aux informations fournies.

*La dernière mise à jour date du 17 juillet 2023.*

*Pour toute question complémentaire sur ce dossier, veuillez contacter :*

Adeline AUFFRET et Indira BOUTIER, Coordinatrices générales de la Clinique Aix Global

Justice :

[aixglobaljustice@gmail.com](mailto:aixglobaljustice@gmail.com)

[aixglobaljusticeclinic@proton.me](mailto:aixglobaljusticeclinic@proton.me)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	<b>3</b>
<b>SYNTHESE GENERALE :</b> .....	<b>4</b>
<b>1. LA PRATIQUE DES MUTILATIONS SEXUELLES FEMININES DANS LES DIFFERENTES REGIONS ET COMMUNAUTES DE LIBERIA</b> .....	<b>5</b>
1.1. ETAT DES LIEUX DE LA PRATIQUE AU LIBERIA.....	5
1.1.1. <i>Particularités géographiques, religieuses et culturelles</i> .....	8
1.1.2. <i>Évolutions récentes en matière de la pratique de MSF au Libéria</i> .....	10
1.2. LA VISION DE LA SOCIETE LIBERIENNE SUR CES PRATIQUES .....	12
1.2.1. <i>La vision générale de la société sur ces pratiques</i> .....	12
1.2.2. <i>La pratique des MSF ancrée dans la culture libérienne</i> .....	13
<b>2. LA PENALISATION DES MSF AU LIBERIA</b> .....	<b>16</b>
2.1. LES ETAPES DE CRIMINALISATION JURIDIQUE DES MSF .....	16
2.2. L'ENGAGEMENT RECENT DES CHEFS COUTUMIERS.....	21
2.3. LA QUESTION ECONOMIQUE DANS LA PRATIQUE DES ZOES .....	24
<b>3. LE ROLE DES PARENTS DANS LE PROCESSUS DE L'EXCISION</b> .....	<b>25</b>
3.1. LA PRISE EN COMPTE DE L'AVIS DES PARENTS AVANT L'EXCISION DE L'ENFANT .....	25
3.2. LES FACTEURS INFLUENÇANT LA DECISION DES PARENTS EN MATIERE D'EXCISION .....	27
3.2.1. <i>L'excision vu comme une étape de l'éducation d'une fille</i> .....	27
3.2.2. <i>L'excision, une pratique culturelle qui ne se discute pas</i> .....	28
<b>4. L'EXCISION DES ENFANTS CONTRE LA VOLONTE DES PARENTS</b> .....	<b>29</b>
4.1. L'EXCISION SOUHAITEE PAR LES AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE .....	30
4.2. LA PRATIQUE DES ENLEVEMENTS DES ENFANTS A DES FINS D'EXCISION .....	30
<b>5. LES POURCENTAGES INDIQUES PAR L'OPFRA POUR JUSTIFIER LE REJET NE SONT-ILS PAS SUFFISANTS POUR ETABLIR QU'IL EXISTE UNE MENACE REELLE SUR L'INTEGRITE PHYSIQUE ET SEXUELLE DE L'ENFANT EN QUESTION ?</b>	<b>33</b>
5.1. LE RISQUE ENCOURU D'ETRE EXCISEE DANS LE CAS DE RETOUR EN LIBERIA .....	33
5.1.1. <i>Le danger de l'excision pour les enfants de nationalité libérienne</i> .....	33
5.1.2. <i>Le cadre culturel de la pratique des MSF et sa pratique par la communauté Malinké</i> .....	34
5.2. LE CADRE JURIDIQUE FRANÇAIS DE LA DEMANDE D'ASILE AU MOTIF DE RISQUE D'EXCISION .....	35
5.3. LES POINTS POTENTIELLEMENT PRIS EN COMPTE PAR L'OPFRA DANS LE CADRE DE SA DECISION .....	35
<b>SOURCES CONSULTEES :</b> .....	<b>39</b>
ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET SOURCES GOUVERNEMENTALES .....	39
ONG, THINK TANKS.....	40
MEDIAS .....	41
SOURCES SCIENTIFIQUES.....	43
JURISPRUDENCE.....	44
AUTRES.....	44

## Synthèse générale :

Le Libéria est un pays d'Afrique de l'Ouest divisé en 15 comtés, ayant des frontières avec le Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire. Le pays a subi deux guerres civiles, de 1989 à 1997, puis de 1999 à 2003. L'économie nationale pâtit encore aujourd'hui des conséquences de ces conflits : ainsi, le PIB de cet Etat est particulièrement faible (3,5 milliards de dollars) en comparaison avec les Etats voisins. Le pays, dirigé par le président George Weah depuis 2018 est une république multipartite à régime présidentiel, et une démocratie. D'un point de vue linguistique, trente langues sont parlées dans le pays, l'anglais étant la langue officielle, mais maîtrisée seulement par 15% de la population. Dans une perspective religieuse, deux religions cohabitent : le christianisme (85%) et l'islam (environ 10%). Le Libéria est actuellement peuplé par seize ethnies.

Le taux des mutilations sexuelles féminines (MSF) au Libéria est en net recul depuis quelques décennies, cependant, la procédure est toujours pratiquée : 31% des filles et femmes entre 15 et 49 ans sont aujourd'hui excisées, et les filles courent le risque d'être excisées dès 3 ans. Le taux diffère en fonction de la région (80% dans la région de Lofa, 40% dans la région de Montserrado), mais également en fonction de l'ethnie et de la confession. Les ethnies de confession musulmane pratiquent davantage les MSF que les ethnies de confession chrétienne.

Il n'existe aucune loi criminalisant expressément les MSF au Libéria. Un décret a été promulgué, d'une durée d'un an, ainsi qu'un moratorium, de trois ans. En février 2022, la pratique a été déclarée interdite par le Conseil des chefs et des anciens. Cependant, toute tentative d'interdiction des MSF est heurtée à de la résistance car les excisions sont vues comme un rituel de passage à l'âge adulte et donc comme une pratique culturelle, mais également car il s'agit d'une activité rémunératrice pour les *zoes*, femmes qui effectuent les excisions.

Il arrive que les parents prennent la décision que leur enfant soit excisé. En effet, cette pratique est souvent perçue comme une énième étape de l'éducation, et celle-ci permet d'assurer un avenir notamment marital à la fille excisée. Toute remise en question de la pratique est rendue difficile par la tabouisation quasi absolue du sujet, et la dénoncer c'est remettre en question non seulement l'avenir social de son enfant, mais également sa propre sécurité et celle de sa famille.

Au-delà, l'excision peut être pratiquée sans l'accord parental. Ainsi, si d'autres proches de l'enfant souhaitent la voir excisée, leur opinion peut prévaloir sur celle des parents, ou bien les parents peuvent subir des pressions familiales et sociales. De nombreux cas d'enlèvements ont également été observés, lorsque ni les parents ni les proches de l'enfant ne souhaitaient voir la fille être excisée. Les enlèvements sont pratiqués par les *zoes*, les femmes qui effectuent les excisions. Celles-ci font partie du rituel de l'initiation, pratiqué au sein des écoles Sande, les sociétés secrètes libériennes.

Ainsi, bien que le taux des excisions soit en baisse au Libéria au niveau national, celui-ci peut-être plus ou moins important en fonction des régions, des religions et des ethnies. La législation reste silencieuse sur la pratique des excisions, et celles-ci sont souvent présentées comme faisant partie intégrante de la culture locale. La remise en question de la pratique reste d'autant plus difficile que le sujet demeure globalement tabou au sein de la communauté libérienne. A ce titre, même dans le cas où les parents sont contre, la fille peut être notamment enlevée, afin de pratiquer l'excision, souvent vue comme une procédure obligatoire par la société libérienne.

## **1. La pratique des mutilations sexuelles féminines dans les différentes régions et communautés de Libéria**

Bien que la pratique des MSF au Libéria a été réduite, elles restent pratiquées dans le pays. Les filles et femmes entre 3 et 49 ans restent aujourd'hui concernées. Les taux de pratique ne sont cependant pas les mêmes en fonction des régions : ainsi, ce taux atteint 80% dans la région de Lofa, tandis qu'il est de 40% dans la région de Montserrado. Les différences sont également observables en fonction des ethnies et de religion.



En 2022, les MSF ont été interdits par le conseil des chefs et des anciens. Néanmoins, la société libérienne reste partagée entre l'envie mettre fin à la pratique des MSF et le fait que cette pratique soit ancrée dans la culture locale. Bien qu'en déclin, les excisions restent un rituel répandu au Libéria, et ce, par plus de la moitié des ethnies. En effet, les taux de la pratique varient en fonction de la région, mais également en fonction de l'ethnie et de la religion. Ainsi, l'ethnie Malinké, de confession musulmane, pratique les excisions. Au niveau national, un certain nombre de tentatives ont vu le jour, entre autres d'un moratorium sur les MSF au niveau national, cependant, celles-ci se heurtent à l'opposition locale, notamment sur le plan culturel, permettant à la pratique de se perpétuer même en temps d'interdiction.

### **1.1. Etat des lieux de la pratique au Libéria**

Depuis plusieurs décennies, on observe une réduction du taux de femmes ayant subi des MSF : il est actuellement de 31,8% pour les filles et femmes âgées entre 15 et 49 ans. Cependant, la pratique reste perpétuée. Cela est entre autres dû au fait que les excisions soient vues comme faisant partie de la culture locale. Une fille excisée est, au Libéria, une fille qui est passée de l'enfance à l'âge adulte, et qui il est convenable d'épouser.

Source: UNICEF Data Warehouse, *Data by country on Female genital mutilation (FGM)*, Liberia

“Percentage of girls and women (aged 15-49 years) who have undergone female genital mutilation in 2020 in Liberia (FGM): 31.838 %.”

Source : UNICEF, *Carte de pourcentage des excisions dans le monde.*

« **60% de filles sont actuellement excisées au Libéria** »

Source : Le Monde, *Excision en Afrique : quand les hommes aussi veulent en finir*, **27 mars 2023**.

« Si l'on regarde en effet les chiffres de plus près, on voit une **nette tendance au déclin** pour la génération des 15-19 ans. L'Ethiopie enregistre de vrais progrès avec une baisse du taux de prévalence de 79 % à 47 % en 2016 sur cette tranche d'âge. Idem pour (...) le Libéria »

Source : Cairn, *Les mutilations génitales féminines dans le monde*, **2017**.

« Au Burkina Faso et au Liberia, deux pays où elles restent majoritaires (entre 50 % et 79 % des femmes sont excisées), on observe une **diminution régulière au fil des générations** : au Liberia, un tiers seulement des femmes de 15-19 ans sont mutilées, contre les trois quarts des 45-49 ans ».

Source: BIRD Libéria, *Girls Not Brides, How are young people leading change to end child marriage in Liberia?*

« Female genital mutilation/cutting remains a practice with a prevalence rate of 38% among Liberian women».

Source : UNFPA, *Perspectives démographiques sur les mutilations génitales féminines*

« **Le Libéria affiche le recul le plus important**, de 36 % en 2007 à 26 % en 2013, soit une réduction de 10 % . »

Source: Equality Now, *FGM in Liberia*, 2023.

“Ruth Berry Peal’s case: In July 2011, the members of the politically influential Sande secret society who had kidnapped and forcibly subjected Ruth to FGM were sentenced to three years imprisonment; however, they appealed the judgment and were released on bail. The appeal has been pending at the Supreme Court with no hearing date set and the perpetrators remain free.

Zaye Doe’s case: In March 2017, 16-year-old Zaye Doe **died in the Tappita area in the Sande bush during forced mutilation**. The traditional leaders (Zoes) **subjected Zaye and 25 more girls to FGM despite the government ban on Sande Secret Society operations, including FGM**”.

Source : Plan international Belgique , *8 idées reçues sur l'excision* , **2018**.

« En une génération, le taux de mutilation a **baissé de 50%** au Libéria »

Source : Radio Télévision Suisse, Monde, *L'excision, une pratique horrible qui porte atteinte à la dignité de femme*, **2017**.

« Le nombre total de femmes ayant subi des mutilations augmente chaque année, passant de 130 millions à 200 millions entre 2014 et 2016, surtout parce que les cas sont mieux répertoriés et du fait de l'augmentation démographique. Toutefois, **le pourcentage de femmes concernées a reculé ces dernières années dans une trentaine de pays, notamment au Liberia**. Selon UNICEF (2016), 50% des filles ayant entre 14 et 19 ans ont subi des mutilations génitales »

Source : New Republic Liberia, *No money, No ending FGM*, **28 novembre 2022**.

“Massa Kandakai is the Chief Zoe of Montserrado. She says; **“Only paying Zoes regularly will put stop to the Female genital mutilation or hold the moratorium imposed on the Sande Bush activities.”** Ma Massa said all these efforts by the government and partners to end FGM will not materialize until they consider payment of Zoes saying “Sande schools are not only traditional but have economic benefits which they are surviving on.” “I have two hundred proper Zoes in Montserrado alone, with about 2000 across the country, how do they expect us to live when the Government is not living by their promises to us?” Ma Massa asked”

Source : UNICEF, *Mutilations génitales féminines / excisions : bilan statistique et examen des dynamiques du changement*, **2013**.

« Les données permettant de définir les tendances montrent que les mutilations génitales féminines et l’excision sont de moins en moins courantes dans un peu plus de la moitié des 29 pays étudiés. Au **Libéria**, il semble que **ce recul ait commencé ou se soit accéléré au cours des 20 dernières années environ**...Prévalence des MGF/E chez les filles et les femmes de 15 à 49 ans au Liberia : 66%. »

Source : Humanium, *Concrétiser les droits de l’enfant au Libéria*, **2021**.

« **Le Libéria a encore un long chemin à parcourir pour assurer la reconnaissance et la mise en œuvre efficace des droits de l’enfant. Les pratiques culturelles et traditionnelles, encore très prévalentes dans la société libérienne, et la très jeune population du pays (41 % en dessous de 15 ans et un âge médian de 19,1) représentent un réel défi pour les enfants et le droit des enfants au Libéria. Les enfants manquent d’accès à une éducation de qualité, aux installations sanitaires et aux services de santé. Ils sont victimes de pratiques néfastes telles que le mariage d’enfants, le travail forcé ou la maltraitance. Ils peuvent aussi être accusés de sorcellerie et être soumis à des meurtres rituels et des cérémonies d’initiation forcée comme la mutilation génitale féminine.**

Indice de des Droits de l’Enfant : 4,73 / 10 **Niveau noir** : Situation très grave »

Source: Norwegian Human Rights Fund, “Two decades of support to human rights work in Liberia”, **Janvier 2017**

“Overall, the organisations working against female genital mutilation (FGM) reported a marked decrease in the incidence of FGM in their audiences, and an increased transparency in the local community when it comes to discussions about an extremely sensitive issue that it has previously been difficult to address. Local leaders now allow more discussions regarding FGM involving parents”.

Source: Devex, “Liberian executive order banning FGM expected to lack enforcement”, **2 Février 2018**

“Liberia, Gambia, and Sierra Leone, cut girls who are between the ages of nine and 18. These communities see FGM as a rite of passage: Once a girl is cut, she becomes a woman. The practice varies, therefore the prevalence also varies”.

Source: University of the Western Cape, “A review of the underlying factors influencing female genital mutilation in Africa”, **2016**

“Girls undergo FGM when they are initiated into Sande society, mostly in their puberty (...) OHCHR (2009) report indicate that very young girls between the age bracket of 10-13 years in Liberia are taken away from their homes for initiation (FGM) into womanhood.”

### 1.1.1. Particularités géographiques, religieuses et culturelles

Le taux des filles et femmes ayant subi des MSF varie en fonction de la région. Ainsi, dans la région Lofa, 80% de filles et femmes entre 19 et 45 ans ont été excisées, contre 40% dans la région de Montserrado. Les excisions ne sont également pas pratiquées par toutes les ethnies ni par toutes les religions. Cependant, l'ethnie Malinké, de confession musulmane, pratique bien les MSF.

Source : Excision parlons-en, *Agir en réseau pour mettre fin à l'excision*, 2023.

« Le **taux de prévalence** de femmes sexuellement mutilées au Liberia est : 44% des femmes de 15 à 49 ans. 43% des MSF sont pratiquées dans les milieux ruraux, et 36% dans les milieux urbains. **L'excision touche en majorité la communauté pratiquant une religion traditionnelle (77%).** La prévalence de mutilations sexuelles féminines est **en baisse chez les jeunes filles.** »

Source: ONG TooMany, *Country profile, FGM In Liberia*, 2014.

“In 2007, in the region of Lofa, 80% of women aged 15-49 have undergone FGM. They were 40% in the region of Montserrado”.

Source: Front Page Africa Online, *A New Bill to Ban Female Genital Cutting Looks Set for Defeat Even as Liberians Abandon the Practice*, 4 février 2023.

“According to Demographic and Health Survey 2019-2020 data, 68% of women aged 15-45 are circumcised in the region of Lofa, versus 25% in the region of Montserrado... The **major groups** that practice it are the **Mande-speaking peoples of western Liberia such as the Gola and Kissi.** It is **not practiced** by the Kru, Grebo, or Krahn in the southeast, by the Americo-Liberians (Congos), or **by Muslim Mandingos (Malinkés)**...President Ellen Johnson Sirleaf placed a one-year ban on FGC as she left office in 2018. Another ban followed and this year a third ban was put in place. But **many traditional leaders have just ignored it** according to Johnson. “We have reports that seven communities in Lofa are still engaged in the practice even with the current three-year suspension on FGM now,” Johnson said. “**FGM is still happening in Margibi County, Montserrado, Bong, and Grand Cape Mount.** This shows to us that the traditional people seem stronger than the government and the Ministry of Internal Affairs (which polices traditional societies)”

Source: Science Journal of Medecine and Clinical Trials, *The Practice of Female Genital Mutilation in the Paynesville Community, Liberia*, 2016

The result of the study revealed that **most of the ethnic groups in Liberia practice FGM, twelve (12) out of the 16 ethnic groups**... The survey also revealed that the minimum age at which FGM in Liberia is about **3 years (especially among the Mandingo (Malinké) ethnic group)** (...) The fact that only four out of the sixteen (16) tribes in Liberia do not practice female genital mutilation clearly indicates that **FGM is widely practiced in Liberia.** According to my information from health centers and midwives, the most common type of female genital mutilation practiced in Liberia is clitoridectomy. Most of the females interviewed have negative views towards the practice. Having a cross sectional representation of all the 16 tribes in the city of Paynesville (suburb of Monrovia), findings from this research suggests that **female genital mutilation is widely practiced in the rural areas as this is where the sande society predominates**”.

Source: 28 Too Many, *Prevalence of FGM in Liberia by region, 2019-2020* (map)



«68,3% in North-West, 54,2% in North Center (Lofa), 29,8% in South Center (Monrovia), 19,6% in Southeast »

Source: 28 Too Many, *Libéria*

“FGM is more prevalent among Muslim women (Malinkés are Muslim) (58.6%) than Christian women (34.7%)”.

Source: UNICEF, Division of Data, Research and Policy, *Liberia*

“In the county of Lofa, 51-80% of girls and women aged from 14 to 49 years have undergone FGM. In Monrovia, 26%-50% of girls and women aged 14-49 years have undergone FGM. **Between the Muslim population of Liberia, 60% girls and women from 14 to 49 have undergone FGM.** 55% of girls and women from 14 to 49 think FGM practice should stop, while 39% think it should continue”.

Source: Delegation of the EU to Liberia, International Day of Zero Tolerance against Female Genital Mutilation (FGM), **2021.**

“Amongst traditional leaders we have also seen **increased action on addressing harmful traditional practices**, for instance showcased in the commitment of traditional leaders when signing the ‘*Seven-Count Policy*’ suspending Sande for one year... **FGM is widely practiced and acceptable in 11 out of 15 Liberian counties**, and promoted by the Sande Society of which roughly 72% of rural women and girls is part of (MGCSP report, 2011)”

Source: 28 Too Many, *Country profile: FGM in Liberia, 2014.*

“In Liberia, 49.8% of women are members of Sande and it includes over half of all ethnic groups, including: Kissi, Loma, Gbandi, Gola, Vai, Belle, Kpelle, Mano, Sapo, Mende, Bass and Dan (Gio) (DHS, 2013). Sande was traditionally viewed as giving women agency and a sense of community... **The Mande are by far the largest linguistic grouping, and are subdivided into the Mande Ta and the Mande Fu. The Mande Ta (Vai and Mandingo) live along the northern coast, while the Mande Fu (Kpelle, Dan (Gio), Mano, Loma, Gbandi and Mende) inhabit the northwest of the country. The Mel Mande practise FGM(...)** In the 2008 census, Greater Monrovia held 29% of the total population of the country, from which 31.9% of the women had had FGM by 2013(...) **In Lofa, between 76 and 90% of women undergo FGM, while in Montserrado (Monrovia), 26-50% undergo the procedure (DHS 2013)... FGM is a social tradition, often enforced by community pressure and the threat of stigma.** Despite differences relating to the practice between communities in which FGM is found in Liberia, within each practising community it manifests deeply entrenched gender inequality... In addition to the **lack of legislation**, there has been a considerable **lack of governmental action on the topic of FGM(...)** **Opposition to ending FGM continues to exist within government-backed institutions, such as the National Traditional Council.** Setta Saah, a senior official of the council, stated ‘it’s been here for a thousand years... The government won’t say “No” without the approval of the people.’ Another official in the council, Ella Coleman, stated that the bush schools are voluntary: ‘you see children as young as seven walking into the bush. Nobody is holding their hand. Nobody is forcing them. **This is our tradition, and this is how we live**’ (York, 2012)”

Source: 28 Too Many, *Liberia key findings.*

“FGM appears to be most commonly practised in the north-western and north-central regions. FGM is most likely to take place during adolescence, when young women undergo Sande initiation. FGM in Liberia is closely linked with a woman’s entry into the Sande secret

society and in fact forms part of the initiation ritual. Because of the taboo nature of FGM, the prevalence of FGM outside of Sande has not been studied... More women who live in rural areas are members of Sande (55.6%) than women who live in urban areas (37.2%), and **membership is far more common in North Central (68.1%) and North Western (67.9%) regions** than in other parts of the country. The lowest percentage of membership is in Maryland county (1.9%), in the far south-east, although this figure is based on a small number of women and should be treated with caution... Membership of Sande and attitudes as to whether it and its practices should continue are inversely related to level of education and wealth and vary more greatly in accordance with county of residence and religion”.

Source : Comprendre média, *Liberia : Les mutilations génitales féminines interdites dans le comté de Nimba pendant trois ans*, **7 septembre 2022**

« Au Liberia, les mutilations génitales féminines (MGF) **sont surtout pratiquées dans le comté de Nimba, le deuxième plus grand comté du pays**. Ce rituel ancien est pratiqué au Liberia lors des cérémonies d’initiation traditionnelles dans les écoles de brousse. Il est supervisé par une société secrète traditionnelle de femmes appelée Sande. »

Source: Tribunal decision UK, *SK (FGM, ethnic groups)*, **2007**.

“Women in Liberia belonging to those ethnic groups (or sub-groups) where Female Genital Mutilation is practised are a particular social group for the purposes of the 1951 Geneva Convention. All uncircumcised women in Liberia are not as such at real risk of FGM. A woman will be at real risk if she comes from an ethnic group (or sub-group) where FGM is practised and the evidence shows she is reasonably likely to be required by her parents or others in a position of power and influence over her to undergo FGM”.

News Public Trust, “27% of children in Liberia subjected to FGM before age 5”, **24 July 2018**

“Key findings show that about 27% of children in Liberia mostly in rural area are subjected to Female Genital Mutilation (FGM) and are cut before their fifth birthdays (...) The FGM practice is said to be prevalent in north, Western and Central Liberia.”

### **1.1.2. Évolutions récentes en matière de la pratique de MSF au Libéria**

Des évolutions en matière de la pratique des MSF au Libéria peuvent être observé. Ainsi, un décret interdisant la pratique a été mise en place, d’une durée d’un an, ainsi qu’un moratorium de trois ans. En février 2022, le Conseil des chefs et des anciens est allé jusqu’à interdire la pratique des MSF sur tout le territoire libérien. Cependant, cette interdiction s’est heurtée à l’opposition des chefs locaux, et la pratique des MSF, perpétuée.

Source : APA News, *Libéria : les chefs traditionnels interdisent l’excision*, **9 février 2023**.

« Le chef **Zanzan Karwor, président du Conseil national des chefs et des anciens** a fait une déclaration à l’occasion de la Journée internationale de tolérance zéro pour les MGF célébrée le 6 février dernier à Songay, a appris APA ce jeudi à Monrovia : « **En vertu du pouvoir qui m’a été conféré par tous les chefs suprêmes des 15 divisions politiques du Liberia et signé par moi-même, les MGF sont interdites au Liberia** », a dit le chef Karwor dans des propos rapportés par des sources concordantes. Il a expliqué que les cérémonies et les rituels élaborés qui ont précédé la célébration de la Journée de tolérance zéro ont eu lieu afin d’obtenir l’autorisation des zoes (les exciseurs traditionnels qui pratiquent les MGF), des anciens et des chefs pour interdire cette pratique dans tout le pays. Cette décision a été prise lors d’un événement organisé dans la ville de

Songay en présence de hauts responsables dont la vice-présidente, Jewel Howard-Taylor, le ministre de l'Égalité des sexes, de l'Enfance et de la Protection sociale, Williametta E. Saydee-Tarr, l'ambassadrice régionale de bonne volonté d'ONU Femmes pour l'Afrique, Jaha Dukureh, et des membres du corps diplomatique représentant l'Union européenne, les États-Unis, la Suède, la Norvège, Cuba et le Nigeria. Était également présente la représentante d'ONU Femmes au Libéria, qui a soutenu la création de centres d'héritage (notamment dans la ville de Songay où se sont tenues les célébrations) afin de servir de lieu de subsistance alternatif pour les zoes qui abandonnent cette pratique. « Les chefs traditionnels nous ont ouvert la voie en nous permettant de faire le **premier pas vers la fin des Mutilations génitales féminines au Libéria**. Nous sommes très honorés et nous les remercions », a déclaré Howard-Taylor, vice-président du Libéria, en guise de remerciement. »

Source : ONU Femmes France, *Travailler avec les chef.fe.s traditionnel.le.s pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines*, **8 février 2022**.

« **Au Libéria...les chef.fe.s traditionnel.le.s ont un rôle clé à jouer dans l'évolution des normes sociales et dans la mise en place des changements nécessaires pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines (MSF)**. Au Libéria, 50% des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des mutilations sexuelles sans leur consentement. Kema Dahn, un chef communautaire et ancien praticien des mutilations sexuelles féminines explique : « nous ne pratiquons plus les mutilations sexuelles féminines car nous avons réalisé qu'elles n'étaient pas utiles. » **Les chef.fe.s traditionnel.le.s occupent une place privilégiée pour travailler avec leurs communautés** afin de lutter contre les pratiques culturelles néfastes qui nuisent à la santé et à la sécurité des femmes et des filles. Travailler avec, plutôt que contre elles.eux, est crucial pour mettre fin à ces pratiques en Afrique de l'Ouest. »

Source: Front Page Africa Online, *Liberia: Bush School Famous For FGM Practice Closes In Liberia*, **23 janvier 2023**

“MONROVIA. On the heels of commemorating the day on Monday, February 6, 2023, a **famous “Bush School”** which has existed many years, practicing FGM, in Sonkai Town, Todee District, Rural Montserrado County, **has been closed**. The program on the closure rituals of initiation without mutilation on FGM took place on Friday, January 20, 2023. It was organized by Liberia’s National Council of Chiefs and Elders in collaboration with the Ministries of Gender, Children and Social Protection, Internal Affairs and UN Women Goodwill Ambassador, Jaha Dukureh whose organization, Safe Hands For Girls, is being supported by International Organization Equality Now”

Source: Liberian Observer, *Liberia: Gov’t Hailed for Fight against FGM*, **22 novembre 2022**.

“A Goodwill Ambassador for UN Women has applauded the **Liberian government for its success in enacting a three-year moratorium on female genital mutilation (FGM)**. While FGM practice is still prevalent across the country, Jaha Dukureh thinks it will decline with continued support from local authorities and proper livelihood assistance. “We cannot end FGM without the involvement of traditional leaders. The communities have to take ownership of it,” she said. FGM is part of the initiation rites of women and girls into the Sande society. Sande members are trained in domestic skills to become good wives. According to a UN report, 44 Percent of Liberian girls and women belong to the tribes that still practice Sande Bush schools and it is likely almost all have undergone FGM”

Source: The Borgen Project, *Ongoing Harm: Female Genital Mutilation in Liberia*, **2021**.

“One of the most important aspects in fighting female genital mutilation both in Liberia and globally is engaging cultural leaders and communities in ending the tradition. If cultural attitudes toward FGM fail to change, then progressing human rights for girls and women will significantly decline. As a result of seemingly insurmountable cultural and financial pressures, girls and women willingly subject themselves to mutilation; therefore, even **criminalization of FGM cannot end the mutilation without traditions and perspectives changing as well**. Liberia’s fight to end FGM is not restricted to policymaking and criminalization. Yatta Fahnbulleh, owner of a large bush school in Tienii that performed FGM on more than 200 girls, decided to end her engagement in FGM despite its financial benefits. In 2019, Spotlight Initiative aided in the startup of the Alternate Economic Livelihood program. This program provides resources and education to former practitioners. This way they can generate a source of income after losing their livelihood. Providing access to education and financial alternatives is essential in garnering the support of communities who depend on the practice for survival”.

Source: New Narratives, “Female Genital Cutting – Why Liberia Must Join the Rest of the World and Outlaw the Practice”, **2023**

“The country has made significant strides to ensure the promotion and protection of girls’ and women’s rights by enacting laws as well as adopting numerous policies against all harmful traditional practices, including FGC. One of these has been the passage of the Children’s Act prohibiting “all forms of harmful practices” against persons under age 18. **The new education policy also prohibits parents from taking their girls for initiation into any traditional society, especially the Sande, during school time.**”

## **1.2. La vision de la société libérienne sur ces pratiques**

De façon générale, il semble que la proportion de filles et femmes souhaitant voir disparaître la pratique des MSF augmente. Entre 1997 et 2011, elles sont 45% à le penser. Cependant, en pratique, les opposantes aux MSF risquent toujours d’être menacées voire poursuivies, notamment car l’excision est présentée au Libéria comme une pratique propre à la culture locale. Toute opposition ou interdiction rencontre donc des obstacles dans sa mise en œuvre, et les filles continuent d’être excisées.

### **1.2.1. La vision générale de la société sur ces pratiques**

Bien que 66% de filles et femmes entre 15 et 49 ans ont été excisées entre 1997 et 2012 au Libéria, 45% d’entre elles souhaitent la fin de cette pratique, tandis que 45% souhaitent qu’elle soit perpétuée. S’opposer publiquement à la pratique des MSF reste aujourd’hui une entreprise risquée.

Source : UNICEF Data, Mutilations génitales féminines/excision, **2015**.

« **66% de femmes entre 15 et 49 ans ont été excisées entre 1997 et 2012 au Libéria**. Entre 1997 et 2011, **45 % des filles et femmes libériennes pensent que la pratique d’excision doit cesser, 45% pensent qu’elle doit être maintenue**, 10% ne sont pas sûres. Entre 1997 et 2011, 85% de femmes âgées de 15 et 49 ans ont subi les MGF au Libéria, contre 44% des filles âgées entre 15 et 19 ans »

Source: UNFPA, *Female Genital Mutilation Dashboard- Liberia*

“About 66% of women and girls believe GFM should be discontinued”.

Source: The World, *A Dangerous Job: Fighting against female genital mutilation in Liberia*, **2012**.

“Phyllis Kimba's house in Monrovia burned down in March, three days after she spoke at the UN in New York against female genital mutilation (FGM) in Liberia. Soon after, Liberian journalist Mae Azango was threatened with death and mutilation and went into hiding after her FGM exposé appeared on the front page of a national newspaper”.

### 1.2.2. La pratique des MSF ancrée dans la culture libérienne

Il n'existe au niveau national aucune loi portant une interdiction explicite des MSF, cela car les MSF sont souvent qualifiées comme une pratique relevant de la culture locale. Ainsi, toute interdiction légale se heurte à la perpétuation du rituel en pratique. 75% des ethnies pratiquent les MSF, et le rituel revêt souvent une importance culturelle et religieuse. Au Libéria, les MSF sont définies comme un rite de passage vers l'âge adulte, qui rendra la femme « pure » et en fera une épouse fidèle.

Source : Jeune Afrique, *Liberia: une journaliste menacée pour ses enquêtes sur des pratiques d'excision*, 2012.

« Le 8 mars, elle publiait le témoignage d'une jeune femme, excisée à l'âge de 8 ans par des membres des Sandés, sociétés secrètes féminines où les adolescentes sont préparées au mariage et où les mutilations génitales – l'ablation du clitoris dans ce cas précis – sont pratiquées comme rites d'initiation... « Quelques jours plus tard, j'ai commencé à recevoir des appels téléphoniques, toujours anonymes. Une femme me reprochait d'avoir dévoilé leurs secrets, et que j'allais en payer le prix », explique-t-elle à l'AFP, lors d'un entretien dans un lieu tenu secret. Des organisations de défense de la presse, des ONG ont demandé au gouvernement d'intervenir, ce qui est compliqué car **la justice n'a en théorie pas son mot à dire sur ce sujet relevant du droit coutumier...** « L'excision fait partie de nos coutumes. Si vous violez ce droit coutumier, la loi ne peut rien faire pour vous », constate l'avocat libérien Emmanuel Capeheart. « Si ces femmes mettent la main sur Mae, elles pourront l'emmener dans la forêt et personne ne peut aller là-bas pour l'aider ».

Source : Enfants du Globe, *Droits de l'enfant au Libéria*, 2023

« Les MGF sont malheureusement encore fréquents au Libéria. **La loi du pays ne les interdit pas formellement.** Surtout **pratiquées dans les zones rurales, généralement dans le cadre de rites d'initiation.** Les Sande, « écoles de brousse » secrètes pour fillettes, les considèrent notamment comme un rite de passage à l'âge adulte et une garantie contre l'infidélité. »

Source : Front Page Africa, *Liberia: Female Genital Mutilation: A Menace or Culture*, 1 novembre 2022.

“Female Genital Mutilation (FGM), otherwise known as Female Circumcision, is an age-old **cultural practice** that is carried out in many African countries. **Here in Liberia, it is done by nearly 75% of the 16 tribes of the country...** The fact of the matter is the practitioners of FGM are only using culture as a guise, but the thing has become a **very big business**. The cost of admission for a single girl child in the Sande Bush far exceeds the cost of registration for an upper-level primary school student in a public school. Apart from the money that is paid, each initiate must also carry rice and other edible items that go along with the rice because they must be fed for the duration of their stay in the bush school. The more initiates enrolled in the bush school, the more money the Zoes and the traditional leaders get... Politicians on the other hand, have turned a blind eye to this practice because they want to continue to enjoy the confidence of the local people. The legislators must be re-elected, and the county administrators must maintain their status quo. This has given the traditional leaders the leverage to do whatever they want.”

Source: RFI Africa, *Hopes traditional leaders in Liberia will help stamp out FGM*, 2021.

“Clarissa Reeves 30, a mother of 10 says, she hopes President Weah will allow her daughters to be able to visit the bush school. “This is our culture that our forefathers started; we should not be calling for it to end.,” she told RFI. “They should allow us to continue this practice.” Ma Zoe, a well-known female traditional priest also frowns on the campaign to end FGM in Liberia, saying she fears **African cultural and tradition would be hurt by an enforced ban**”

Source: VOA, *FGM Persists in Liberia Despite Dangers*, 2014.

“Women from the Sande societies spoke to VOA about the practice on the condition that we not use their names, given the **taboo associated with talking about FGM in Liberia**. “This is the time young girls are out of schools so what we do, we get them, take them into the forest to join the Sande Society. We spend more than six months there and we teach them about other traditional practices. To be frank, some die in the process. Some get sick, but we use traditional herbs to cure them. We do not have any [other] option. This is our tradition,” said one woman speaking out against FGM can be dangerous in Liberia. In 2012, an activist's home was burned down after she spoke on the topic before the United Nations in New York. **A local journalist got death threats after she published an article on FGM.** Vah Tamba, a government social worker at the Margibi County Gender office, frequently receives threats related to his work. **“Sometimes we are threatened not to visit a community. Sometimes they want to harm us. They even want to kill us”**”.

Source: The Lancet, *Changing culture to end FGM*, Volume 391, Issue 10119, P401, **February 03, 2018**

“While the UN and international communities find the practice barbaric, **FGM is culturally and often religiously important to the people who perpetuate it**. Cutting is considered a central rite of passage for girls, a ceremony that marks the transition to womanhood and represents a key step toward marriage and motherhood. Parents, influenced by social norms and community expectations, believe that cutting secures social and economic security for their daughters. In this view, the social harm of not cutting outweighs any physical, psychological, or legal risk”.

Source: The New Humanitarian, *FGM continues in rural secrecy*, 2008.

“Monrovia-based medical researcher Deddeh Siah estimates about 5,000 puberty-aged adolescents join the group every year, either by force or choice (...) Catherine Watson Khasu, an elected leader in Grand Cape Mount County in Western Liberia, about 140 km from Monrovia, dismisses these risks, “People have said all sorts of things against our cultural heritage, which are not true. I am a member of the Sande [Society] and I’m proud of it. There is nothing harmful about the Sande.” She told the government and human rights organisations should respect the **tradition of Liberia’s indigenous groups**”.

Source: The advocates for Human Rights, *Liberia’s Compliance with the International Covenant on Civil & Political Rights: Harmful Practices and Violence against Women*, submitted for the 122nd Session of the ICCPR (12 March – 6 April 2018), 2018.

“Women who have not been “initiated” through FGM **face stigmatization and are labelled “Kpolo wa,”** which translates as “sinner.” A client’s uncle told her **she must be undergo FGM because she was unclean**. He also said leaders who bring many initiates to the secret societies command respect from others”.

Source: World Food Prize, Youth Programs, *Liberia: How Providing Liberians Advantageous*

## *Nutrition Solutions Can Increase Food Security*

“**Sande Societies in 11 out of 16 Liberian tribes support female genital mutilation**, also known as FGM, for the traditional beliefs that it “cleanses” a woman (Brune, Adrian). Other beliefs include that FGM makes a woman more fertile. In reality, the brutal tradition of FGM ensures girls are married young, that they do not continue their education and they do not have a chance to leave their communities for better opportunities”.

Source: São Paulo University, International Relations Institute, *Mainstreaming women in post-conflict development: a case study of Liberia*, 2020

“According to the 2013 UN Children’s Emergency Fund (UNICEF) report, 369 two-thirds of Liberian women have been submitted to this practice. This practice is widespread in the country, especially in rural areas...In 2013, 64,8 % of females living in the countryside had been submitted to FGM, while 31,9% in urban Monrovia and 53,8% in other urban areas (...) FGM is a traditional ritual of initiation in Sande, a women’s secret society. They believe that this **practice preserves virginity and marital faithfulness**. In their perspective, it also **prevents promiscuity or prostitution and teaches girls the appropriate sexual behavior**. Some Liberians considered women who have not undergone as **sinners and unclean, stigmatizing them...**”

Source : L’entraide, *Dommmages persistants : mutilations génitales féminines au Liberia*, 2021.

« L’un des aspects les plus importants de la lutte contre les mutilations génitales féminines au Libéria et dans le monde est de **faire participer les chefs de file culturels et les communautés à mettre fin à la tradition**. Si les attitudes culturelles à l’égard des MGF ne changent pas, la progression des droits humains des filles et des femmes diminuera considérablement. En raison de pressions culturelles et financières apparemment insurmontables, les filles et les femmes se soumettent volontairement à la mutilation; par conséquent, **même la criminalisation des MGF ne peut pas mettre fin aux mutilations sans que les traditions et les perspectives changent également**. La lutte du Libéria pour mettre fin aux MGF ne se limite pas à l’élaboration de politiques et à la criminalisation. Yatta Fahnbulleh, propriétaire d’une grande école de brousse à Tieni qui pratiquait la MGF sur plus de 200 filles, a décidé de mettre fin à son engagement dans la MGF malgré ses avantages financiers. En 2019, Spotlight Initiative a aidé au démarrage du programme Alternate Economic Livelihood. Ce programme fournit des ressources et une formation aux anciens praticiens. De cette façon, ils peuvent générer une source de revenus après avoir perdu leurs moyens de subsistance. Fournir un accès à l’éducation et à des alternatives financières est essentiel pour obtenir le soutien des communautés qui dépendent de la pratique pour survivre. »

Source: Front Page Africa Online, *Liberia: Banning FGM in Montserrado County is Commendable, But Don’t Forget the Other Counties*, 13 février 2023

“A GROUNDBREAKING declaration made on the International Day of Zero Tolerance for Female Genital Mutilation, Chief Zanzar Zanzan, head of the Traditional Council of Liberia, with the authorization of 15 paramount Chiefs across Liberia declared, “By the power vested in me by all the Paramount Chiefs of the 15 political divisions in Liberia and signed by myself... FGM is banned in Liberia... **LIBERIA’S DECISION carries significant weight, but it would need to be implemented effectively to give girls a basic level of protection**. SOLVING THE PROBLEM requires going to the roots and changing the narratives and mindset that justify this age-long unwholesome practice. RESEARCH BY UNICEF and the United Nations Population Fund has identified **cultural and social factors for the continued practice in Liberia and elsewhere**. MORE INTENSIVE sensitization in communities should be undertaken to dispel the erroneous belief that mutilating girls is a necessary step in raising and preparing a girl for adulthood

and marriage. The widespread fallacy that it discourages promiscuity should also be dispelled across Liberia”.

Source: Minority Africa, “*A delay mechanism*”: *Liberian women question three-year ban on FGM*, **5 juin 2022**.

“The secluded bush schools are organised by the Sande society, a secret women’s initiation society in Liberia and other African countries such as Sierra Leone, Côte d’Ivoire, and Guinea. Girls are kept in these schools for a period, which in some cases could be up to a year. The girls are taught lessons aimed at preparing them for marriage and womanhood. Female genital mutilation (FGM) is then performed as a rite of passage into womanhood with the cutting itself carried out by the leaders of the Sande societies called Zoes”.

Source: 28 Too Many, *Country profile: FGM in Liberia*, **2014**.

“The Sande and Poro societies in Liberia forbid anyone from revealing their secrets. When in 2012 Liberian reporter, **Mae Azango, published an exposé on female cutting, she received threats and had to hide**, causing an outcry from international journalists and organisations. Urged by Azango’s report, the Government announced it had suspended the issuing of licences for Sande leaders, but campaigners said that despite this the **bush schools and FGM continued** (Reuters, 2014)(...) There was also considerable media coverage for the Zero Tolerance day in 2014, with President Sirleaf making a speech to mark the day, followed by radio talk shows and newspaper articles on the issue. Despite a positive step in anti-FGM media campaigns, Equality Now states that **campaigners and journalists are still afraid to publicly condemn the practice**. ‘Liberia is very tricky’, said Grace Uwizeye, FGM programme officer at rights group Equality Now in an interview for Front Page Africa. Uwizeye further stated that ‘the secret society makes it very difficult to penetrate or even to start talking about FGM because people are just scared. You have to make sure people understand it’s OK to talk about FGM’ (Front Page Africa, 2014)”.

## **2. La pénalisation des MSF au Libéria**

Le Libéria est aujourd’hui l’un des états n’ayant pas criminalisé les MSF au niveau national. Il y a eu des décrets d’une durée limitée, et n’ont pas forcément été appliqués sur le terrain, à cause du manque de leur publicité au niveau local notamment. En 2022, la pratique a été interdite par le conseil des chefs et des anciens, sans que cela soit traduit au niveau juridique. L’obstacle le plus important, au-delà du fait qu’il s’agisse d’une pratique ancrée dans la culture libérienne, est le fait que l’excision est un gagne-pain pour les *zoes*, les femmes qui pratiquent les MSF pour gagner leur vie.

### **2.1. Les étapes de criminalisation juridique des MSF**

Actuellement, aucune législation n’interdit explicitement la pratique des MSF au Libéria. Précédemment, certaines tentatives ont été faites afin de criminaliser la pratique, notamment le décret la prohibant, d’une durée d’un an. Cependant, toute tentative d’interdiction de la pratique se heurtent à l’opposition des chefs locaux, qui définissent les MSF comme une partie de la culture libérienne. S’agissant de voix précieuses lors des élections, il semble peu probable que les MSF deviennent juridiquement interdites au niveau national. Il reste possible de criminaliser les MSF via le Code pénal. Il s’agit néanmoins d’une criminalisation post-factum, ne permettant pas de prévenir la pratique des excisions.



Source : Excision parlons-en, *Agir en réseau pour mettre fin à l'excision*.

« Il n'y a à ce jour **aucune législation, ni décret** interdisant les mutilations sexuelles féminines. »

Source : APA News, *Libéria : les chefs traditionnels interdisent l'excision*, **9 février 2023**.

« **Le Liberia est l'un des quatre pays d'Afrique qui n'ont pas encore criminalisé spécifiquement les MGF** »

Source : *Plan International, Causes et conséquences de l'excision sur la vie des filles*.

« **Seuls 3 pays n'ont pas encore adopté de loi contre l'excision : le Libéria**, la Sierra Leone et le Mali. »

Source : Fédération nationale GAMS, *Les textes législatifs sur l'excision*

« **Liberia : Il n'y a aucune loi nationale prohibant les MSF**. En 2017, les parlementaires du Liberia avaient enlevé les MSF du projet de loi sur la violence domestique, affirmant que c'était une **question culturelle**. »

Source : Front Page Africa Online, *A New Bill to Ban Female Genital Cutting Looks Set for Defeat Even as Liberians Abandon the Practice*, **4 février 2023**.

“MOUNT BARCLAY, Montserrado – 18-year-old Dearest is one of five girls who made headlines last year when they were abducted and forcefully initiated into the Sande Society here. Nearly a year on she is still angry and traumatized (...) A new bill before the Liberian Legislature could change that. **The draft act, entitled “An Act Prohibiting Female Genital Mutilation 2022” would criminalize the cutting of girls under 18**. Submitted by Deputy Speaker of the House of Representatives Fonati Koffa, the has been before the House Committee **for review and recommendations since June**. International partners including the United Nations Population Fund have celebrated the government’s move. But Liberian activists are far less enthusiastic. Tamba Johnson, founder and national coordinator of He For She Crusaders Liberia and member of the civil society working group on FGC, says traditional leaders’ disdain for the Liberian constitution and any efforts to force them to comply with the laws and functions of a modern Liberian state, casts a cloud on the process. “Of those 73 lawmakers, very few of them will support our bill,” Johnson says. “This is because many of them want to get re-elected and they want to buy the sentiment and support of the traditional people”.

Source: Front Page Africa Online, *“Banning FGM only in Montserrado is a complete Mockery” – Rev. Noah Tour*, **3 mars 2023**.

“The practice of FGM was **recently banned only in Montserrado county**... “Banning FGM only in Montserrado is where the mockery comes in. What if a person decides to take his or her child to Margibi or any of the other ten counties to have that child initiated? Therefore, FGM should have been declared banned in all of the Counties the same day they were banning it in Montserrado. Is it because the pressure is on Montserrado, so it is banning FGM?” said Rev. Noah Tour, National Vice President of the United Liberia Inland Church.”

Source: Front Page Africa Online, *UNFPA Lauds Government for Developing Proposed Anti-FGM Law*, **20 juillet 2022**.

“The United Nations Population Fund (UNFPA) has congratulated the Government of Liberia including the Executive and the Legislature for **the ‘excellent’ steps taken in developing the**

**proposed anti-Female genital mutilation (FGM) law** consistent with International Human Rights instruments. The draft act is entitled “**An Act Prohibiting Female Genital Mutilation 2022**” and **is calling for an end to FGM by criminalizing the harmful traditional practice across Liberia**. It was submitted by Deputy Speaker of the House of Representatives Cllr. Jonathan Fonati Koffa and is currently before the relevant House’s Committee for review and recommendations. In a statement containing UNFPA’s feedback following a ‘thorough’ review of the bill, the UN agency said the proposed law is in line with global progressive direction and practice. According to UNFPA, the bill aligns with international human rights mechanisms and addresses often-overlooked emerging issues such as cross-border FGM (extra-territorial jurisdiction) and medicalization of FGM. UNFPA said: “The bill aligns with FGM legislation from other countries in the West and Central Africa region, with similar penalties and provisions. This demonstrates the Liberia determination not to be left behind by like-minded progressive countries that have championed gender equality and human rights and dignity for all.” Continuing, the UN Agency said, “Overall, this is a well-drafted bill that covers all the crucial areas that need to be addressed. UNFPA encourages the government to take the process forward.”

Source : Confédération suisse, Missions de police internationales de la Suisse, *Cinq années de mission en Côte d’Ivoire et au Libéria* , **2017**.

« Laurent X. a effectué cinq années de missions internationales de promotion de la paix en tant qu’expert de police, dont 3 ans au Libéria. Il est frustrant de constater qu’avant de pouvoir mener une enquête criminelle, **il faut convaincre qu’un crime a eu lieu, notamment en matière d’excision** ou de viol. Si de nombreux policiers montrent leur volonté d’évoluer, ce n’est pas le cas pour tous. **Parfois, la police s’évertue à faire son travail, mais les autres services ne suivent pas** »

Source : ABC Sociedad, *Le Liberia interdit les mutilations génitales féminines, mais seulement pour un an* , **2018**.

« Le **Liberia a interdit les mutilations génitales féminines (MGF) pendant un an**, ce que les groupes de lutte contre les mutilations génitales féminines jugent insuffisant et exhortent le nouveau président du pays, George Weah, à insister sur l’adoption d’une loi permanente. « Il est trop tôt pour se réjouir, étant donné le long chemin à parcourir jusqu’à ce qu’il y ait une tolérance zéro pour les mutilations génitales féminines au Liberia », a déclaré Grace Uwizeye, consultante auprès de l’ONG Equality Now. Lakshmi Moore, directrice par intérim de l’agence ActionAid, a souligné qu’il restait beaucoup à faire au cours de l’année à venir pour promouvoir une interdiction permanente et respectée. « Nous savons que c’est encore un sujet tabou dans certaines communautés, mais nous voyons des signes que les attitudes changent », a-t-elle déclaré. **L’interdiction fait de la mutilation génitale féminine un crime pour toute femme âgée de moins de 18 ans, mais elle peut être pratiquée sur toutes les femmes consentantes d’âge légal (...)** Les opposants aux mutilations génitales féminines ont souligné qu’elles devraient être interdites et que nombre de celles qui y ont consenti l’ont fait sous la pression. »

Source: The New Dawn Liberia, *Government to end FGM in Montserrado County*, **7 février 2023**.

“The Ministry of Gender, Children, and Social Protection in partnership with UN Women is expected to finally end Female Genital Mutilation (FGM) practices in Montserrado County(...) FGM is heavily encroached in Liberian culture, dating back many centuries. Strong taboos surrounding the practice and associated Sande secret societies make tackling the practice challenging... Traditional leaders have significant power and influence over the Liberian community and often over policymakers. Once girls reach age 18, they will face immense pressure to undergo FGM to remain in the community. **The temporary ban on FGM was not as effective as initially anticipated during its one-year existence as a law**. This was mainly due to a lack of

knowledge on the existence of the ban and a lack of coordinated multi-sectoral implementation by state agencies. **With the existence of the Executive Order, the number of Sande bushes in Liberia has increased with the practice now extending to 11 counties from the previous 10...** Other than the temporary ban on FGM, **there has never been any solid attempt at making FGM illegal in Liberia.**

**The few cases that have gone through the justice system have been covered under Section 242 of the Penal Code which speaks to malicious and unlawful injuries towards another person by cutting off or otherwise depriving him or her of any of the members of his body, finding a person guilty of a felony. This is punishable by up to five years in prison.** In July 2011, the members of the politically influential Sande secret society who had kidnapped and forcibly subjected Ruth to FGM were sentenced to three years imprisonment; however, they appealed the judgment and were **released on bail**. The appeal has been pending at the Supreme Court with no hearing date set and the perpetrators remain free (...) On 28 September 2021, Parker's 15-year-old daughter was abducted by traditional leaders in Liberia, known as the zoes, and taken from Mount Barclay, a town near the capital Monrovia, to the Sande Bush. There, she was forcibly initiated into the zoes' secret society. For these women, initiation includes female genital mutilation (FGM)."

Source: Minority Africa, *"A delay mechanism": Liberian women question three-year ban on FGM*, 5 juin 2022.

"This ban [of the practice] comes **after two previous short-term bans in the country** with 2020 United States Human Rights reports on Liberia stating that several human rights organizations reported bush school activities and FGM continued during the period of the previous bans, bolstering concerns as to the effectiveness of the implementation of the ban. "While the suspension is welcome, it is not as enforceable because it can't stop the practice totally during this period," says Mackins Pajibo, a Program Officer at Women Solidarity Incorporated. "We still have records and complaints of it still being carried out in some areas." (...) **While Liberia has attempted to prosecute forced FGM and death resulting from the practice with its existing laws, the biggest barrier is the lack of witness protection for victims and witnesses,**" notes Asenath Mwithigah, the Global Lead on Equality Now's End Harmful Practices program. In 2015, Ellen Johnson Sirleaf – Liberia and Africa's first female president – publicly spoke against the practice. However, **it wasn't until 2018, on her last day in office that she signed an executive order that banned the practice. In 2016, the Liberian legislature removed a provision in a domestic violence bill that sought to criminalize the practice, stating that FGM was a cultural matter. As a result, presidents seeking to ban the practice have been forced to issue executive orders, which are only valid for a year in Liberia.**

Current president George Weah also issued an executive order in 2019 that banned the practice for a year. This ban was effected with a declaration from traditional leaders to suspend FGM. **Weah's ban on FGM ended in June 2020, and the current ban is set to run for three years.** The reluctance of **the legislature in criminalising or permanently banning the practice is tied to the political power and influence of these traditional societies,** according to Gloria Yancy, the Program Coordinator at ActionAid Liberia. "The government has not banned FGM because **it is deeply rooted into the tradition of which lawmakers who are predominantly male are a part of,**" she says, adding that the practice is also deeply tied to politics in Liberia. "Most politicians use [the] support of practitioners of FGM as a means of getting more votes from electorates during elections, thereby encouraging and promoting the practice." The extent of the power of traditional societies is re-echoed by Mwithigah. "The Zoes are so powerful that membership is necessary for social, economic, or political influence in villages in around two-thirds of the country," she says".

Source: 28 Too Many, *Country profile: FGM in Liberia*, 2014.

“The constitution of Liberia does not specifically discuss FGM. It is however arguable that a successful prosecution could occur under the Liberian Constitution which provides at Article 11(a) that ‘All persons are born equally free and independent and have certain natural, inherent and inalienable rights, among which are the right of enjoying and defending life and liberty(...) **While there is no specific legislation on FGM, theoretically it is possible to use some sections of the penal law to bring about a case against FGM.** Section 14.23 prohibits recklessly endangering another person where conduct ‘creates a substantial risk of death or serious bodily injury to another. There is risk within the meaning of this section if the potential for harm exists, whether or not a particular person’s safety is actually jeopardized’. Similarly, given the reported frequent kidnapping of girls and women by the secret Sande society for the sole purpose of undergoing FGM, victims of such circumstances can bring cases under section 14.50 (e) which prohibits kidnapping where the purpose is ‘to inflict bodily injury’ and section 14.51(a) which prohibits felonious restraint, whereby the act done knowingly ‘restrains another unlawfully in circumstances exposing him to risk of serious bodily injury’. A possible case could be brought under Section 20 of the 2011 Children’s Act which provides that a child is ‘protected from work or other practices that may threaten her health, education, spiritual and physical and moral development.’ While the meaning of other practices is not explained, it is arguable that the negative consequence of FGM would be covered by the section”.

Source: Vice News, *They Said Female Genital Mutilation Was Banned. But Girls Are Still Falling Victim*, **14 décembre 2022**

“In February, Liberia’s traditional council announced they would join the government in signing on to a three-year suspension of the practice, the longest ban on FGM yet. **But the suspension, which is not legally binding and comes with no punishment, has not been respected.** In October, there was outrage after an 11-year-old girl was hospitalised for several days in the northern county of Margibi after bleeding heavily during an FGM procedure. While the case was condemned by civil society organisations across the country, **Liberia’s traditional council continued to insist that traditional rulers were adhering to the suspension.** But human rights groups told VICE World News they have heard reports of many similar cases in recent months (...) According to Tamba Johnson, founder and national coordinator of He for She Crusaders Liberia – a local women’s rights NGO and a member of the civil society working group on FGM – **the influence of the country’s powerful traditional societies have worked to block the implementation of a permanent ban.** “FGM includes a lot of power dynamics,” Johnson told VICE World News. “In the rural areas primarily, being part of the [traditional society] is a thing of pride and zoes are also regarded with high authority...For Mackins Pajibo, Program Officer at Women Solidarity Incorporated, a women's rights advocacy group based in Liberia, **more needs to be done to spread awareness of the suspension.** “The ban has not been popularised,” Pajibo told VICE World News. “By popularised, I mean there has not been one on one dialogue with all the zoes. So what happens is that some people don’t know of the ban, or they hear it on radio and don’t think it is effective. Another reason however is that, **there has been no major public repercussion for the reported cases of FGM that has occurred during the ban**”.

Source : Amnesty International, *Liberia 2017/2018*.

« Un projet de loi sur la violence domestique a été adopté par le Parlement en juillet, mais n’avait pas encore été promulgué par la présidence à la fin de l’année. Le gouvernement, les Nations unies et les partenaires du développement ont continué d’**investir dans des services spécifiquement chargés des violences liées au genre**, mis en place au sein de postes de police et de ministères pour enquêter sur les violences sexuelles, ainsi que dans un tribunal spécialisé installé dans le comté de Montserrado, dans le nord-ouest du pays. Gérés par les pouvoirs publics, 12 centres polyvalents répartis dans sept comtés dispensaient des services médicaux et de soutien aux victimes de violences sexuelles. »

Source : Fédération Nationale GAMS, *Les textes législatifs sur l'excision*

« Liberia : **Il n'y a aucune loi nationale prohibant les MSF.** En 2017, les parlementaires du Liberia avaient enlevé les MSF du projet de loi sur la violence domestique, **affirmant que c'était une question culturelle.** Le 21 janvier 2018, soit la veille de la passation de pouvoir à George Weah, Mme Ellen Johnson Sirleaf a publié un décret visant à protéger les femmes contre la violence domestique et à abolir les MSF à l'encontre des filles de moins de 18 ans, pour un an. »

Source: The Independent Probe Newspaper, "Liberia's Children Demand End to FGM", **23 novembre 2021**

"The Liberia National Children's Representative Forum (LNCRF), formerly Liberia National Children's Parliament, is demanding an end to Female Genital Mutilation (FGM) in Liberia(...)The Children's Forum made the call Monday, November 22, when they, as part of the celebration of the World Children's Day, symbolically held a parliamentary session at the Legislature on Capitol Hill in Monrovia(...)The Chair on the Labor Committee, Chea Isaiah Weah, for his observation, state that one key area of the 2011 Children's Law that needs amendment is Article 7 Section 7.1: "No person shall suffer a child to torture or other cruel inhumane and degrading treatments or punishment. The Female Genital Mutilation has been defined as a form of torture by the UN's Committee on Torture and this act continues to happen in Liberia." Weah said this portion of the Children Law needs to be amended and or repealed".

Source: The Analyst, "End Female Genital Mutilation For Minors" -Teen Age Group, says "It is Inconsistent With AU Charter on Children's right", **17 juin 2022**

"A teenage-based group, "Girls Alliance for Future Leadership" is calling on the Liberian government to fulfil its obligation to the African Union by respecting the treaty it signed to respect, protect, and promote the rights of Children, stressing that Female Genital Mutilation should be outlawed in the country for girls 18 and under. Addressing a press conference on Friday, June 10, 2022 at the headquarters of the Press Union of Liberia, the Advocacy Officer of the group, Kadiatu Bah, told the media she finds it difficult to believe that Liberia, the venue for the drafting of the OAU Charter on Human and People's Rights can blatantly ignore its responsibility to such international instrument it helped to craft(...) "Any custom, tradition, cultural or religious practice that is inconsistent with the rights, duties and obligations contained in the present Charter shall by the extent of such inconsistency be discouraged," to have capped Female Genital Mutilation as the sacred rites of their traditional leaders."

28 Too Many/Thomas Reuters Foundation, "Liberia: the law and FGM", **septembre 2018**

"**The absence of any national legislation banning FGM in both Liberia and neighbouring Sierra Leone gives families and cutters** from other countries the opportunity to move across borders to avoid prosecution. There is no accurate data available on the number of girls in the region who are taken across borders to be cut. The existing national laws in Liberia make no provision for punishment of cross-border FGM".

## **2.2. L'engagement récent des chefs coutumiers**

En février 2022, le Conseil des chefs et des anciens a interdit la pratique de l'excision sur tout le territoire libérien. Cependant, cet engagement peut être mis à mal par les résistances locales, au même titre que l'ont été les tentatives d'interdiction légale de la pratique par le passé, d'autant plus

que l'excision est vu par nombre de chefs locaux comme faisant partie de la culture locale. Sa suspension suscite ainsi naturellement des résistances.

Source : Front Page Africa Online, *International Community Commends Liberia's Council of Chiefs and Elders for Declaring FGM Ban in All Parts of Liberia's 15 Counties*, **20 février 2023**.

«The Chairperson of NACCEL, **Chief Zanzan Karwor**, at the official closure ceremony which coincided with the observance of the International Day of Zero tolerance for FGM, **made the pronouncement of the ban on all forms of FGM practices in Liberia**. Traditional Leaders, government officials and international partners were all in attendance on Monday, February 6, 2023, during the commemoration of the International Day of Zero Tolerance on FGM held in Sonkay Town, Montserrado County. Chief Zanzan Karwor declared: “By the power vested in me, **as Chairman of all the traditional chiefs in 15 Counties, FGM is banned in this country**” and he called on chiefs and elders to share the message around the country. »

Source: Equality Now, *Liberian government suspends FGM for three years: What's the next big step?*, **31 mars 2022**.

“In February 2022, the head of the Traditional Council of Liberia, Chief Zanzan Karwor announced **a three-year suspension on FGM**. This bold step is a positive stride toward the protection of women's and girls' rights in the country, and we commend the Government of Liberia for this. However, **without the existence of a law criminalizing the practice of FGM in Liberia, the protection of women's and girls' rights remains a huge concern**. The World Bank estimates that as of 2020, Liberia had a prevalence rate of 31.8%. In Liberia, FGM is deeply entrenched within the culture and is performed by traditional leaders, the *zoes*, as a rite of passage into womanhood and is part of an initiation into the powerful secret society – the Sande – which is run by women. The *zoes* are so powerful that membership is necessary for social, economic, or political influence in villages in around two-thirds of the country. **Non-members could be kidnapped and forced to undergo FGM** for discussing Sande issues, breaking Sande law, or passing close to the Sande bush schools. In 2018, **Liberia outlawed FGM for one year through Executive Order No 92 on Domestic Violence. This Order only prohibited performing FGM on a girl under 18 years and stipulated punishment for people who violated the order**. However, **the order was not effectively implemented since it was not publicized by the government and most Liberians were unaware of its existence**. In some other instances, the National Traditional Council, in coordination with the government, suspended the Sande bushes where FGM is practiced, the most recent being during Covid. Still, these suspensions have never led to long-term or permanent action against FGM.”

Source: UN Liberia, *National Council of Chiefs and Elders Announce 3-year Moratorium on FGM*, **22 février 2022**.

“The National Council of Chiefs and Elders of Liberia (NACCEL) led by Chief Zanzan Kawor, on February 21st, 2022, announced the suspension of FGM for 3 years. The announcement was made at a tripartite event hosted by the Ministry of Gender, Children and Social protection (MOGCSP) and graced by the Vice President of Liberia, Chief Dr Jewel Howard Taylor, Niels Scott, UN Resident Coordinator for Liberia, Ambassadors of the European, Ireland and Sweden as well as Ministers of Justice; Education; and Labour; representative of civil society organisations, among others. **The Anti-SGBV National Call Center was also launched by the Vice President at the event. Chief Zanzan Kawor, presented a 6 Count Policy statement** to the Minister of Gender, Children and Social, Hon. Williametta Saydee Tarr, who in turn presented the policy statement to the Vice President, Chief Dr Jewel Howard Taylor. The statement was **signed by 150 traditional leaders from 11 FGM practicing counties in Liberia**, Ministry of Internal Affairs and MGCSP

to signal their approval to suspend Female Genital Mutilation (FGM) in Liberia for three years with immediate effect.”

Source : Comprendre média, *Liberia : Les mutilations génitales féminines interdites dans le comté de Nimba pendant trois ans, 7 septembre 2022.*

« Les mutilations génitales féminines ont été interdites dans le comté de Nimba, au Liberia, pour les trois prochaines années. La violation de cette décision est passible d’une amende de 300 \$. Les **chefs traditionnels de Nimba, au Liberia, ont interdit les mutilations génitales féminines dans la région.** Ceux qui ne s’y conforment pas se verront infliger une **amende de 300 \$**, qui sera affectée aux recettes. La mesure concerne les **17 districts administratifs du comté. La décision interdit la pratique pendant trois ans, indépendamment des raisons culturelles.** Selon les chefs traditionnels, cette mesure contribuera à modifier des croyances culturelles profondément ancrées. Ces cultures justifient la perpétuation des mutilations génitales féminines (...) « Nous nous engageons à surveiller et à faire respecter cette interdiction, tout en appelant à une sensibilisation et une formation accrue des chefs traditionnels au sujet du moratoire. Ce moratoire n’affectera pas le fonctionnement de l’école Sande mais les MGF. Le moratoire sera étendu sur le thème « Continuer Sande et arrêter les mutilations » », ont déclaré les chefs traditionnels [du comté de Nimba]. La décision des chefs traditionnels de Nimba intervient après que le Conseil national des chefs et des anciens du Liberia a annoncé en février qu’il suspendait cette pratique pendant trois ans. Cependant, la lutte contre les MGF s’avère difficile dans le pays. »

Source: Liberian Observer, *Liberia: In Nimba, Traditional Leaders Ban FGM, 9 juin 2022*

“Many of [Nimba’s traditional] members have continued to break promises to suspend the practice of FGM for the next three years. FGM is said to prevent promiscuity and improve fertility.”

Source : Voxafrica, *Les chefs traditionnels du Liberia font une annonce historique en déclarant l’interdiction des mutilations génitales féminines, 9 février 2023.*

« Le Liberia est signataire de traités internationaux et régionaux relatifs aux droits de l’homme, tels que la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes et le Protocole de Maputo, qui appellent les États parties à protéger les femmes et les filles contre toutes les formes de violation, y compris les MGF. En 2018, **la présidente Ellen Johnson Sirleaf a signé le décret n° 92 sur la violence domestique interdisant les MGF pendant un an. Ce décret interdisait uniquement de pratiquer des MGF sur des filles de moins de 18 ans. En février 2022, le chef du Conseil traditionnel du Liberia, le chef Zanzan Karwor, a annoncé une suspension de trois ans des MGF.** Le président du Liberia, George Weah, a fait une déclaration publique sur son soutien à l’élimination des mutilations génitales féminines. Dans son discours sur l’état de la nation du 31 janvier, **le président Weah a parlé de soutenir les efforts visant à mettre fin aux MGF en ouvrant de nouveaux centres traditionnels et en mettant en place des programmes de subsistance alternatifs pour les Zoes et les chefs traditionnels, qui sont payés pour pratiquer les MGF.** Une partie de la stratégie consiste à leur trouver d’autres sources de revenus. La présidente a remercié le chef Zanzan Karwor, président du Conseil national des chefs et des anciens du Liberia, pour son travail visant à mettre fin aux MGF. »

Source : New Narratives/Front Page Africa, *FGM Bush Schools Still Operational Despite Three-Year Moratorium, 12 mai 2022.*

“There is **fierce resistance to ending FGC among the traditional leaders** who say it is a central part of their culture. Over the last decade they have fought bans and legislative efforts. They have threatened lawmakers that they will lose support of traditional leaders if they pass a bill currently before the legislature to ban the practice”.

### 2.3. La question économique dans la pratique des zoes

Au-delà du fait que la pratique des excisions soit profondément ancrée dans la culture libérienne, il s'agit également d'une pratique faisant partie du marché économique locale. En effet, les *Zoes*, femmes qui pratiquent la procédure, y trouvent une occupation rémunérée. S'agissant d'une activité rémunérée et d'un métier pour tout un pan de la population, toute interdiction de la pratique est mise à mal. Toute interdiction de la pratique est donc mise à mal, étant donné qu'il s'agit d'une activité rémunérée, d'un métier de tout un pan de la population, les établissements Sante se trouvant dans chaque district.

Source: UN Liberia, *UN in Liberia Lauds NACCEL for FGM ban in Montserrado County*, **10 février 2023**

“Massa Kandakai, Head Zoe (traditional practitioner) for Montserrado County, accepted Chief Karwor’s pronouncement to end FGM. **She disclosed that all her Zoes have abandoned their tools and were ready for a new lease of life.** “Once our Chief has ordered us to stop, we accept the ban on FGM and we will not do it,” said Ms. Kandakai(...) Ahead of the ban, traditional leaders conducted a traditional ceremony where all FGM practitioners returned the tools and permits they used to practice FGM. The rituals necessitated them to effect the ban. **Similar rituals will be performed in the remaining 10 FGM practicing Counties to ensure that FGM is totally eliminated in the whole country.** Several pronouncements have been previously made by NACCEL in an effort to eliminate FGM in Liberia. These include the **Ganta Declaration to suspend FGM for one year in 2019 and a further three-year ban from 2022 to 2025...** Through the United Nations, European Union and Government of Liberia Spotlight Initiative, UN Women established four vocational and heritage centres in four Counties, namely Montserrado, Grand Cape Mount, Lofa and Nimba to provide alternative economic livelihood programs to traditional practitioners as part of interventions to eliminate FGM in Liberia. The centres will serve as dedicated learning centres for traditional practitioners and young women and girls to acquire new livelihood skills”

Source: UN Women, *Global Database on Violence against women, Spotlight Initiative to end violence against Women and Girls (2019-2022)*

“The Government of Liberia through the Spotlight Initiative (launched by the European Union and the UN in 2017) is aimed at ending violence against women and girls. Under the European Union/United Nations Spotlight Initiative, UN Women will continue to work with the Government of Liberia and Civil Society Organizations (CSOs) in the conduct of an inventory of traditional practitioners in the 5 spotlight counties (Grand Gedeh, Nimba, Lofa, Grand Cape Mount and Montserrado) with the aim of providing alternative economic livelihood support that should eliminate the practice of female genital mutilation (FGM) since the practice is said to be linked to economic gains. In order to maintain the positive aspect of the culture, the project will establish 4 multi-purpose centers in 4 out of the 5 spotlight counties (Grand Cape Mount, Lofa, Nimba, and Montserrado). Additionally, the program will develop an alternative rite of passage program for young women and girls, excluding the aspect of FGM.”

Source: Spotlight Initiative, *Practitioners of female genital mutilation become part of the solution in Liberia*, **27 mars 2020**

“After 35 years of operating a bush school and initiating young women and girls into adulthood, **Yatta Fahnbulleh finally decided it was time to close her doors and find another way to earn a living.** Until recently, Ms. Fahnbulleh was the owner of one of the largest bush schools in Tieni, a community in Grand Cape Mount County in north-western Liberia. She estimates that she



initiated more than 200 girls into adulthood through a series of rituals that included female genital mutilation (FGM)(...) In December 2019, Spotlight Initiative supported the launch of the Alternative Economic Livelihood programme and broke ground for a vocational and heritage centre in Grand Cape Mount County. The programme teaches new skills to traditional practitioners who operate bush schools, providing an alternative source of income to replace FGM. Once built, the vocational centre will serve as a dedicated learning space. It's been a welcome development for many practitioners like Ms. Fahnbulleh, who wanted to stop performing FGM but didn't know what they would do instead(...) The new vocational centre is being built on the land where Ms. Fahnbulleh's bush school once operated. With the launch of the Alternative Economic Livelihood programme, she waived her rights to the community-owned land to clear the way for construction. A total of €16 million is being invested in ending violence against women and girls in Liberia through Spotlight Initiative, with four vocational and heritage centres planned for Nimba, Lofa, Grand Cape Mount and Montserrado counties.”

Source: Liberian Observer, *Liberia: FGM Finally Banned in Montserrado, But...*, 2 septembre 2023.

**“Traditional women leaders in Montserrado County have officially closed the “bush schools” for girls across the county, bringing an end to the practice of Female Genital Mutilation (FGM) which has been in practice for centuries(...) However, many believe that the female traditional leaders have not accepted that FGM is harmful and that it has long term physical and psychological impacts on victims, and that the zoes’ decision to ban the practice is not out of their own convictions but driven by promises from UN Women and other partners to provide them alternative livelihood programs. Massa Kandakai, head of zoes in Montserrado, told partners at an event last month that her colleagues had agreed to end the practice but were demanding compensations or the provision of other sources for survival”**

### **3. Le rôle des parents dans le processus de l’excision**

Le rôle des parents dans le processus de l’excision est important. Dans de nombreux cas, ce sont les parents qui décident de faire pratiquer l’excision sur leurs filles. Cependant, cette affirmation doit être relativisé. En effet, le fait de soumettre sa fille pour une excision est vu comme une bonne pratique de l’éducation: elle pourra par la suite être mariée, et sera généralement bien vue dans la société locale. Surtout, il est très difficile de faire évoluer la vision des MSF dans la société libérienne, étant donné que le sujet demeure tabou.

#### **3.1. La prise en compte de l’avis des parents avant l’excision de l’enfant**

Certaines familles voient la pratique comme un passage obligatoire pour leur enfant. Dans ce cadre, les filles peuvent être forcées par leurs parents à se rendre dans une « école de la brousse », où une excision sera pratiquée à la fin de leurs séjours. Il arrive également que la fille soit influencée par les parents, de façon qu’elle se rende volontairement dans l’une de ces écoles, comme en témoignent les sources.

Source: Home Office UK, *Female Genital Mutilation (FGM)*, 2008.

“FIDH.org reported in an article dated 4 March 2004: “The form of harmful traditional practice (FGM) in Liberia has been on the increase and continues to be in scandalous proportion based on societal practice or cultural believe by some ethnic groups in Liberia. Girl children under the ages of five to 18 years are **forced by their parents** to go through female circumcision culturally called

Sande and Poro societies (Sande for female and Poro for male). Non sterilised blunt objects are used in this traditional practice”.

Source: Front Page Africa, *Liberia: Female Genital Mutilation: A Menace or Culture*, **1 novembre 2022**

“Can you imagine, some of the girls that are enrolled into these bush schools are **as young as six years old**? I recall when I was a classroom teacher; one of my female students told me that she was about six to seven years when she was admitted into the bush school. And she said further that if she were old enough to **decide for herself**, she would never have gone there. She said also that she regretted why her parents took her there in the very first place.”

Source: Equality Now, “How Many Girls Must Die Before Liberia Stops FGM?”, **9 mai 2017**

“Things appeared to be changing in mid-2015 when in response to many years of international and national pressure, a domestic violence bill was finally introduced in Liberia to strengthen legislation on various forms of violence against women and girls – including, for the first time, a ban on FGM. However, the bill only regarded FGM as an offense in situations where it is performed on a person under the age of 18 – or a person 18 years old or over, without their consent. This would effectively provide a legal loophole for parents or legal guardians to grant “consent” on behalf of their daughters, leaving those most at risk unprotected.(...) Ultimately, however, the bill passed without including any ban on FGM”

Source: IRIN, *Liberia: FGM continues in rural secrecy*, **24 September 2008**

“Local civil society groups including Girls Movement for Education have tried to discourage parents from allowing their girls to join Sande Society. Government health worker Mary Mah says FGM is killing hundreds of girls in Liberia every year.”

Source: European Institute for Gender Equality, “Estimation of Girls at risk of female genital mutilation in the European Union”, **décembre 2021**

“Overall, the participants believed that it was the parents, especially the mothers, who had the final say, and, if older generations wanted to carry on the practice, parents were generally able to refuse.”

Source: Gossip Liberia, “FGM In Liberia is legal and could risk more lives if tradition overturns public governance”, **4 février 2021**

“As a child growing up in a little town in Salayea, when a festive season is nearing, women, girls and minors were given to traditional elders (women) by their parents to cut their genital organs, but the pretense tells us: those girls were traveling for vacation to learn early parenthood and how to become successful in life.”

Source: Womensenews, “Liberian journalist threaten for FGM coverage”, **26 décembre 2012**

“Mae Azango said she herself escaped mutilation thanks to her mother, who attended university and lived in an urban area.“If I had lived in a village, my parents wouldn’t have asked my permission and I would have gone through it” she said. “Women don’t have voices” in remote areas”.

Source: National Post, “Jonathan Kay: Meet Mae Azango, the Liberian journalist who refuses to be silenced on female genital mutilation”, **4 décembre 2012**

**“Female literacy and education levels tend to correlate strongly with human development in all societies.** And that is certainly the case with Liberia, where the most effective advocates against FGM are well-schooled urban women such as Azango. “My father wanted to send me to the Sande,” Azango says. **“But my mother, who went to college, she said no. And that is what saved me.”**

Source: Natascha Wagner, “Why female genital cutting persist?”, **Septembre 2011**

Given that girls undergo the procedure at a very young age, it is more likely that **parents take the decision to circumcise their daughters than that daughters decide this for themselves.**

Source: News Public Trust, Female Genital Mutilation (FGM) Leads To Low School Enrollment In Rural Liberia, **23 mai 2022**

“When I took over last March, I carried out an awareness on the importance of girl education in my district where parents of school going students were present but sadly, the **parents still allowed their children to drop out of school for Sande society bush which has absolutely no benefit to the future of their children(...)** According to the district education officer, **every community has its Sande bush and those students who are going there are not being force to go there but through their own willingness in collaboration with their parents”.**

Source: The advocates for Human Rights, *Liberia’s Compliance with the International Covenant on Civil & Political Rights: Harmful Practices and Violence against Women*, submitted for the 122nd Session of the ICCPR (12 March – 6 April 2018), **2018.**

“A client who lives in the United States with her infant daughter was **forced to leave** her other children behind in Liberia. She fears that, if she returns to Liberia, her daughter will be subjected to FGM. The client herself was subjected to FGM at the age of one. She left another daughter with a neighbor in Liberia, who subsequently **forced the girl to undergo FGM at the age of three...** When the client later had a baby girl of her own, **men in traditional costume from her grandmother's village came to take the baby so she could be “cleaned” (...)** **A client’s older sister was forced into Sande against her parents’ wishes.** She suffered from complications from FGM for many years.”

### **3.2. Les facteurs influençant la décision des parents en matière d’excision**

Plusieurs facteurs influencent la décision des parents de faire ou non exciser leurs filles. Aux yeux de certains parents, il s’agit d’une étape obligatoire dans le processus d’éducation d’une fille. Cependant, même pour les parents s’opposant à la pratique, la dénonciation de celle-ci est un recours comportant des risques. En effet, le sujet de l’excision demeure tabou au sein de la société libérienne.

#### **3.2.1. L’excision vu comme une étape de l’éducation d’une fille**

Plusieurs facteurs influencent la décision des parents concernant la pratique des MSF sur leurs filles. L'un des facteurs les plus importants est l'acceptation sociale des MSF, qui conduit certains à les considérer comme un rite de passage coutumier pour les filles. En outre, la crainte de répercussions potentielles pour ceux qui s'élèvent contre cette pratique, tant pour leur sécurité personnelle que pour celle de leurs proches, joue un rôle dans les décisions parentales.

Source: Columbia Journalism Revue, *Liberia bans female genital cutting in a triumph for local*

journalism, 26 mars 2018

“Ma Sabah,” who described her terror at the age of 13 when she was held down by five women and cut with a rusty blade. She was one of 25 girls to be cut that day. The youngest was only 3... We took care with our story to not judge parents. We know **the majority of parents who submit their daughters to FGC believe they are doing the best for them**”.

Source: The Perspective (Atlanta, Georgia), *Female genital mutilation and the course of tradition*, 2019.

“As I sat down to write this piece, my father mentioned to me why my sisters and I never visited the village without him. For years his mother, an ‘**urban but totally traditional**’ woman wanted to take us to the village alone with her for the summer. But year after year he refused, always finding an excuse to not send his little girls there alone. I do not think my grandmother was a bad person who wanted to harm us. **It’s what she believed in and what she understood was right**”.

Source: UNICEF, “Chancing a harmful social convention: FGM/cutting”, mai 2008

“Parents who take the decision to submit their daughter to FGM/C **perceive this procedure to be in the child’s best interests**. In fulfilling a social and cultural expectation that girls should be cut, parents are promoting the status and acceptance of their daughters in the community”.

Source: Spanish Ministry of Health, “Common protocol for a Healthcare response to FGM”, 2015

“**FGM is often considered a necessary part of good child parenting and a way to prepare her for adulthood and marriage**. It may be unavoidable for her in order to get married, to achieve a certain position or simply to be accepted within the community, since the intervention is believed as a cleanliness and purity requirement for the woman.”

### 3.2.2. L’excision, une pratique culturelle qui ne se discute pas

Au Libéria, les parents et les familles en général osent d’autant moins dénoncer la pratique des excisions que toute remise en question de ce mécanisme peut avoir des conséquences désastreuses sur la sécurité de celui ou celle qui tente de dénoncer l’ordre social existant. Cela permet à des *Zoes* de faire pression sur les parents afin que ceux-ci donnent leur accord pour la procédure. Celles et ceux qui dénoncent, risquent par la suite de subir des menaces, voire des violences, ou d’être exclus de la société.

Source: 28 Too Many/Thomas Reuters Foundation, *Liberia: the law and FGM*, 2018.

“One challenge to ending FGM in Liberia is the ongoing, fierce resistance from advocates of the Sande society: **families who resisted the cut or journalists who have attempted to speak out about the practice have faced both verbal and physical threats in the past**, to the extent that some have had to move away for their own safety. In the continued absence of a national law, communities are reluctant to report FGM to the police and face stigma for attempting to do so”.

Source: Visionews.net, “Liberia: Journalist Mae Azango fights for women’s rights and against female genital mutilation”, 24 janvier 2013

- “Looking back on your work, you said: “I knew if we started to talk about it (FGM), and they knew the truth, many parents would choose a different path” for their daughters. Did they?

- No, parents haven't chosen a different path for their daughters yet because they still feel it's the clean and just thing to do. **As an ancient tradition, it isn't going to be changed overnight.** We know that. As I'm talking to you, **the practice is still going on in secret, even though the government has suspended the activities (...)** More and more political leaders and victims have felt confident to come forward and say, "This practice is outdated. It is wrong." Many parents will hear that debate for the first time and think twice about cutting their daughters."

Source: New Narratives, "Genital Cutting Threatens the Health of Liberia's Women", **2023**

**"The cultural practice of female genital cutting is rampant in Liberia, especially in the countryside.** Parents send girls as young as infants to ceremonies conducted by a secretive indigenous religion known as the Sande to be cut without knowing the health risks involved. **But openly talking about this secret rite of passage is taboo here."**

RCSI, "Female Genital Mutilation. Information for Health-Care Professionals Working in Ireland", **Janvier 2008**

**"The practice of FGM persists today for several reasons.** In many instances, parents want their daughters to undergo FGM in order to **avoid stigmatisation or social exclusion by the rest of the community.** In practising communities, it is **strongly believed that a girl is not marriageable if she has not undergone FGM.** Therefore, she may become a social outcast."

Source: New Republic Liberia, "Viewpoints by R. Jocelyn Wea: Views on FGM", **29 mai 2018**

**"FGM is deeply embedded in the Liberian culture** and remains a sensitive issue in Liberia. Parents and family members in the areas where the practice is prevalent are subjected to tremendous pressure to subject their young girls go through the process. It becomes a double-edged sword-if they do not bow to this pressure, they and their daughters are ostracized in the community; if they allow their daughters to go through the process, then they are sowing the seeds of destruction for them."

International Journal of Environmental Research and Public Health, "Management of Female Genital Mutilation/Cutting-Related Obstetric Complications: A Training Evaluation", 19(15): 9209, **28 Juillet 2022**

**"In Liberia specifically, the secret Sande society demands girls to undergo FGM/C before joining the society as members.** As the Sande society is powerful in Liberia and influences the socio-religious life greatly, people fear repercussions for openly talking about FMG/C".

#### **4. L'excision des enfants contre la volonté des parents**

Nombreux sont les cas où les filles ont été excisées contre la volonté des parents. Ainsi, les MSF sont parfois souhaitées par les autres membres de la famille, qui peuvent avoir un poids important dans les questions de l'éducation de l'enfant, faire pression sur les parents ou simplement faire pratiquer une excision sans l'avis de ces derniers. Surtout, la pratique des enlèvements reste importante au Libéria : ainsi, les filles peuvent être enlevées par les *zoes*, qui pratiqueront l'excision sans l'accord parental ni celui de la fille concernée.

#### **4.1. L'excision souhaitée par les autres membres de la famille**

En effet, même dans le cas où les parents de la fille s'opposent explicitement à ce que leur enfant soit excisée, le risque de l'excision est toujours présent. A ce titre, les autres proches de l'enfant peuvent souhaiter l'excision, et faire pratiquer celle-ci sur l'enfant malgré le désaccord des parents. Bien que, dans nombre de cas, ce soient les parents qui souhaitent que leur fille soit excisée, il est également possible que cela soit souhaité par les autres membres de la famille. Dans ces cas précis, il se peut que l'opposition des parents ne soit pas prise en compte.

Source: LandInfo (COI Center), "Report- FGM of women in West Africa", **12 janvier 2009**

**"The parents of a girl or young woman are important, maybe especially her mother, but there are others who traditionally have a say in the decision. Grandparents, aunts and uncles (especially older siblings of both parents) have a lot of influence,** but more distant relatives may also be involved in the decision. It is extremely rare that the upbringing of children is perceived as something that only concerns the children's parents(...) Finally it is extremely difficult to state who will have the last word in cases where there are differences of opinion around the question of whether to subject girls and young women to FGM – the girls/young women themselves, their parents, other guardians or members of the extended family. This will depend on a number of factors – both decided by local cultural patterns and purely individual circumstances that are very difficult to predict."

Sources : Filles, pas épouses, « Le mariage des enfants et les MGF », **juillet 2021**

« Les familles sont moins susceptibles de rejeter les MGF de leur propre chef parce que ce n'est pas nécessairement aux parents que revient la décision d'exciser leurs filles et parce que les personnes qui ne se conforment pas à la coutume font souvent l'objet de sanctions. »

#### **4.2. La pratique des enlèvements des enfants à des fins d'excision**

Durant les quinze dernières années, de nombreux cas d'enlèvements ont été signalés. Les petites filles et les adolescentes peuvent être enlevées à des fins d'excision, et forcées à subir cette dernière par les *Zoes*, femmes pratiquantes la procédure.

Source : New Narratives/Front Page Africa, FGM Bush Schools Still Operational Despite Three-Year Moratorium, **12 mai 2022.**

**"GARPUE TOWN, Grand Bassa County – Schools are now open in Liberia, but 14-year-old Tutugirl has not joined her classmates. Tutugirl says it has been impossible since she returned injured and traumatized from the "bush school" where she and her friends were forcefully taken after they were kidnapped from this town in September. While she was there Tutugirl says she and her friends underwent female genital cutting. "We were coming from to the water side then they ran behind us, that's how they catch us," says Tutugirl(...) She says the women who grabbed her were led by Annie Garpue, head Zoe of the Sande traditional society here. Garpue later admitted to the kidnapping to this reporter (...) Tutugirl says some of the girls were initiated by their parents, but she was forced by the Zoes (...) Tutugirl is one of an unknown number of girls who have been kidnapped and forcefully initiated into the Sande Society in the last year. An FPA/New Narratives investigation has found that more than a hundred girls who should have been in formal schools are currently in traditional schools across the country. The kidnappings and forced initiations have continued despite a moratorium placed on the schools by the traditional leaders themselves at a conference held in Gbarnga, Bong County**

**in February (...)** Sande leaders make their income from parents who send their daughters to the school. **When girls are taken against their parents' will parents are then extorted for money to keep the girls fed. Sometimes parents have found the girls and rescued them but often the girls are only returned after a graduation ceremony in which their genitals are cut".**

Source: 28 Too Many, *Liberia and Sierra Leone*, **2012**.

"In Liberia, we heard about a recent court case involving FGM. In January 2010, Ruth Berry Peal had an argument with two women from the Gola community was summoned by the Gola Chief who ruled that she be genitally mutilated despite her belonging to an ethnic group that does not practice FGM. The next day, Ruth was **kidnapped from her home and taken to the "bush"** where **she was forcibly genitally mutilated**. She **was made to take an oath of secrecy and threatened with death if she broke the oath**. She was kept in the "bush" for one month and developed health complications, which required three months of treatment following her release. Ruth filed a lawsuit against the two women who forcibly mutilated her. **The case was transferred from Bomi County to Monrovia after she received death threats**. The defendants were found guilty by a unanimous verdict of the jury and sentenced to 3 years' imprisonment. They are currently appealing to the Supreme Court and we await the outcome of the appeal with interest".

Source: Minority Africa, "*A delay mechanism*": *Liberian women question three-year ban on FGM*, **5 juin 2022**.

"The **extent of the power of traditional societies** is re-echoed by Mwithigah. "The Zoes are so powerful that membership is necessary for social, economic, or political influence in villages in around two-thirds of the country," she says. "**Non-members can be kidnapped and forced to undergo FGM** for discussing Sande issues, breaking Sande law, or passing close to the Sande bush schools." The prevalence of FGM is equally tied to the fact that it is supported by and forms part of the traditional Poro (male) and Sande (female) societies".

Source: Vice News, *They Said Female Genital Mutilation Was Banned. But Girls Are Still Falling Victim*, **14 décembre 2022**.

"In June, the UN Human Rights Commission reported on the case of a 15-year-old who was **abducted by traditional leaders and forcibly initiated into a "bush school"** where she remained until her mother found her and **paid \$45 for her release**. Her mother, Deborah Parker, is furious. "On the one hand I received justice because my daughter came back. On the other hand, I did not get justice because the women who abducted her were not prosecuted," she told the Commission. "Although the [authorities] said they would make them compensate me, I am still fighting for these women to be arrested and pay back my expenses. I lost the little money I had".

Source: OHCHR, *Following a moratorium on FGM in Liberia, victims are still seeking justice*, **9 juin 2022**.

"On 28 September 2021, Parker's 15-year-old daughter was abducted by traditional leaders in Liberia, known as the zoes, and taken from Mount Barclay, a town near the capital Monrovia, to the Sande Bush. There, she was forcibly initiated into the zoes' secret society. For these women, initiation includes female genital mutilation (FGM). From the moment her daughter was abducted, **Parker spoke up, going against an unwritten community rule that such harmful practices remained unspoken**. She went to the police, knocked on the doors of governmental offices, and contacted several NGOs, international organizations and UN presences in Liberia, including UN Human Rights, for help. On 10 November, Parker had grown impatient of the wait and decided, with help from a local NGO, to retrieve her daughter. She had found out that her daughter and 42 other girls had been moved from the Sande Bush to another town. Parker went to the girls' new

location and paid for her daughter's release (...) When Parker's daughter was taken to the Sande Bush, she was told by the zoes that **she had to pay them money and bring food and other supplies every day otherwise her daughter would not be fed**. The secret society also demanded USD 45 for her daughter's release".

Source: The advocates for Human Rights, *Liberia's Compliance with the International Covenant on Civil & Political Rights: Harmful Practices and Violence against Women*, submitted for the 122nd Session of the ICCPR (12 March – 6 April 2018), **2018**.

"A client learned that her sister, **who had also been kidnapped and survived FGM**, was told by a doctor that she could not have children because of her injuries (...) A client's husband was told by his family that his daughter must enter Sande, **or they would ostracize him and subject him to voodoo**. When the family came for the daughter, the client **hid her**. In response, **an aunt beat the client**. The husband received a letter from the village elders purporting to fine him and saying both the client and her daughter **would be taken and forced** into Sande. The client never told the police in Liberia because she believes at least some police support Poro and Sande, and she **feared the police would tell her husband's village** that she had reported to law enforcement (...) After another client graduated from high school, **members of Sande broke into her house at night to take her away**. She and her siblings **escaped** into the bush. Additional attempts were made to **kidnap** her for Sande. 37 A client's mother, who was a respected person in her village, opposed Sande and FGM. Nevertheless, when the client was 17, **her aunt led her into the bush and a group of women blindfolded her and took her to Sande**, where she was subjected to FGM".

Source: São Paulo University, International Relations Institute, *Mainstreaming women in post-conflict development: a case study of Liberia*, **2020**.

"As **many girls are kidnapped, forced, tortured, persecuted, and coerced into it. Several girls die or suffer long-term consequences**. For example, some are no longer able to have children. Many women leave the country in an attempt to avoid this. People who try to report this Sande's practice to the police or warn others about it are persecuted, tortured, or killed. Many Liberians do not trust the police since some police officers ignore the reports or support the practice".

Source: Equality Now, "How Many Girls Must Die Before Liberia Stops FGM?", **9 mai 2017**

"On 31 March 2017, Zaye Doe, a sixteen-year-old girl died during forced Female Genital Mutilation (FGM) in Liberia's Tappita area. The mutilation was carried out on Zaye and her friend by members of the influential women's secret society known as the Sande Society (...) **The girls were secretly taken into the bush, where the Zoe (the traditional leader in the women's secret society) in charge, Power Daywoe, handed down the punishment**. Consequently, Zaye died. (...) Although the parents filed a lawsuit against the lead Zoe and her three associates, the family is under pressure from them to withdraw the case and settle it in the traditional way. It is important to note that, in 2012, the Liberia Ministry of internal affairs issued a ban on Sande Secret Society activities and suspended all Zoe licenses to stop them from operating the Sande Bush schools. Despite the ban, however, the traditional leaders continue their activities, including performing FGM."

Source: All Africa, "Liberia: Traditional Leaders Say They Will Not Stop Female Genital Cutting Without More Money", **1 décembre 2022**

"Despite a three-year moratorium imposed by traditional leaders themselves at a meeting in Gbargna, Bong County in February, FPA/NN has found Bush schools have continued in River Cess, Margibi, Nimba and Grand Cape Mount counties. **At least 100 girls are in Bush schools currently, many of them kidnapped and taken to the school against their parents' will**.



**Parents are being extorted to pay for their food.”**

Source: Equality Now, “FGM in Liberia”, 2021

“In July 2011, the members of the politically influential Sande secret society who had kidnapped and forcibly subjected Ruth Berry Peal to FGM were sentenced to three years imprisonment; however, they appealed the judgment and were released on bail. The appeal has been pending at the Supreme Court with no hearing date set and **the perpetrators remain free.**”

## **5. Les pourcentages indiqués par l’OFPRA pour justifier le rejet ne sont-ils pas suffisants pour établir qu’il existe une menace réelle sur l’intégrité physique et sexuelle de l’enfant en question ?**

Les pourcentages indiqués par l’OFPRA pour justifier le rejet de la demande d’asile peuvent être suffisants, compte tenu du danger réel d’excision qui touche les filles de nationale libérienne, notamment pour les filles membres de la communauté Malinké. La communauté a recours aux MSF (dans 58,6% des cas). Par ailleurs, le cadre juridique français voit le risque des MSF comme justifiant l’accord de l’asile. Enfin, à titre d’information, d’autres éléments peuvent être pris en compte par l’OFRPRA lors de sa décision.

### **5.1. Le risque encouru d’être excisée dans le cas de retour en Libéria**

Dans ce cadre, il est important de rappeler que le risque d’être excisée est impossible à calculer de façon exacte, la procédure faisant partie de la culture libérienne et de son marché économique. Par ailleurs, le fait de faire partie de la communauté Malinké, musulmane, et donc pratiquant l’excision est à prendre en compte, tout autant que celui que cette pratique est considérée comme étant une persécution, et que les filles que la risquent peuvent être considérées comme appartenant à un groupe social au sens de la Convention de Genève de 1951.

#### **5.1.1. Le danger de l’excision pour les enfants de nationalité libérienne**

Le Liberia est l’un des rares pays africains n’ayant pas, à ce jour, de loi protégeant les filles et les femmes de la pratique de l’excision. Comme démontré précédemment, ces pratiques sont non seulement culturelles, mais sont également un « gagne-pain » pour les personnes les pratiquants, et sont imposés aux jeunes filles et femmes.

Source : Enfants du globe, « Droits de l’enfant au Libéria », 2023

« Les **MGF sont malheureusement encore fréquents au Libéria**. La loi du pays ne les interdit pas formellement (...) Les Sande, « écoles de brousse » secrètes pour fillettes, les considèrent notamment comme un **rite de passage à l’âge adulte et une garantie contre l’infidélité** ».

Source : RFI, “Hopes traditional leaders in Liberia will help stamp out FGM”, 6 février 2021

“Despite the moves to protect women and girls from genital mutilation, not everyone agrees the practice should be banned. Clarissa Reeves 30, a mother of 10 says, she hopes President Weah will allow her daughters to be able to visit the bush school. **“This is our culture that our forefathers started; we should not be calling for it to end.”** she told RFI. **“They should allow us to continue this practice.”**

Source: Equality Now, “FGM in Liberia”, 2021

“The temporary ban on FGM passed in 2018 was not effective, mainly due to a lack of knowledge on the existence of the ban and a lack of a coordinated multi-sectoral implementation by state agencies. Even with the existence of the Executive Order, **the number of Sande bushes in Liberia has increased with the practice now extending to 11 counties from the previous 10**”.

Source: New Republic Liberia, “No money, no ending FGM”, **28 novembre 2022**

“MONROVIA-Zoes in Montserrado county **have threatened to continue the practice of cutting girls private part despite the three years ban on the practice by the government and traditional council of Liberia**. Zoes across Liberia use Female Genital Mutilation (FGM) as an alternative livelihood, something which has to make it almost impossible to achieve the needed success in the fight to end the practice in Liberia.”

Source : Front Page Africa, “Liberia: Female Genital Mutilation: A Menace or Culture”, **1 novembre 2022**

“Can you imagine, some of the girls that are enrolled into these bush schools **are as young as six years old**? I recall when I was a classroom teacher; one of my female students told me that she was **about six to seven years when she was admitted into the bush school**. And she said further that **if she were old enough to decide for herself, she would never have gone there**. She said also that she regretted why her parents took her there in the very first place.”

Source: The advocates for Human Rights, *Liberia’s Compliance with the International Covenant on Civil & Political Rights: Harmful Practices and Violence against Women*, submitted for the 122nd Session of the ICCPR (12 March – 6 April 2018), **2018**.

“**A client’s husband was told by his family that his daughter must enter Sande, or they would ostracize him and subject him to voodoo**. When the family came for the daughter, the client hid her. In response, an aunt beat the client.”

### **5.1.2. Le cadre culturel de la pratique des MSF et sa pratique par la communauté Malinké**

La pratique des MSF n’est pour l’instant pas interdite en Libéria. Cependant, même lorsque cela sera le cas, le cadre légal risque de ne pas forcément être pris en compte, puisque cette pratique est fortement ancrée dans une culture locale. Le risque est d’autant plus grand pour les ressortissantes de la communauté Malinké, laquelle est musulmane. Or, nous avons précédemment établi que les MGF sont plus fréquentes chez les filles et femmes musulmanes (à la hauteur de 58,6%), et ce, de l’âge de trois ans.

Source: Science Journal of Medecine and Clinical Trials, *The Practice of Female Genital Mutilation in the Painesville Community, Liberia*, **2016**

“The result of the study revealed that **most of the ethnic groups in Liberia practice FGM, twelve (12) out of the 16 ethnic groups**... The survey also revealed that the minimum age at which FGM in Liberia is about **3 years (especially among the Mandingo (Malinké) ethnic group)**”.

Source: 28 Too Many, *Libéria*

“**FGM is more prevalent among Muslim women (Malinkés are Muslim) (58.6%) than Christian women (34.7%)**”.

Source : Observatoire de l'asile et des réfugiés, « Le droit d'asile au féminin. Cadre législatif et pratiques », **Décembre 2011**

« En effet, les communautés respectant plus ou moins les coutumes et traditions, l'origine ethnique peut effectivement être un motif de persécution ».

## **5.2. Le cadre juridique français de la demande d'asile au motif de risque d'excision**

Le cadre juridique français confère une protection aux enfants risquant d'être excisés en cas de retour dans le pays d'origine. Ainsi, l'acte d'excision est considéré comme étant une persécution, et le fait d'y être exposé peut caractériser l'appartenance à un groupe social.

Source : UNHCR, « Trop de souffrance : mutilations génitales féminines et asile dans l'Union européenne », **17 avril 2013**

« Selon l'assemblée du contentieux du Conseil d'Etat, dans une décision du 21 décembre 2012, le **risque d'excision pour une enfant ou une adolescente née en France et qui va dans le pays dont elle a la nationalité est considéré comme une persécution**, ce qui lui ouvre le droit à la protection selon la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés ».

Source : Conseil d'Etat, Conclusions de M. Edouard CREPEY, rapporteur public, **décembre 2012**

« Soumettre une jeune fille à l'excision est un agissement qualifiable de persécution au sens du 2 du A de l'article 1er de la convention de Genève (...) Le fait d'être exposé à une telle menace peut caractériser l'appartenance à un groupe social au sens de ces mêmes stipulations (...) Que la **pratique de l'excision coutumière doit être regardée comme une persécution paraît aujourd'hui relever de l'évidence** ».

Source : OFPRA, Rapport d'activité, **2009**

« Le 12 mars 2009, la Cour nationale du droit d'asile a rendu, cinq décisions de principe (...) La Cour a considéré que la **protection subsidiaire pouvait trouver à s'appliquer à titre principal aux fillettes mineures risquant d'être excisées du fait d'un risque de retour contraint** (éventuelle reconduite à la frontière) de leurs parents sans titre de séjour en France ».

## **5.3. Les points potentiellement pris en compte par l'OFPRA dans le cadre de sa décision**

L'OFRPA peut fonder ses décisions en matière d'asile sur d'autres facteurs. Ainsi, la décision de l'OFPRA de rejeter ou d'accepter une demande d'asile ne repose pas uniquement sur les pourcentages, mais également sur d'autres facteurs tels que les lois nationales, les normes internationales, les preuves médicales et les circonstances individuelles. **Les pourcentages peuvent être l'un des éléments pris en compte lors de l'évaluation, mais ils ne sont généralement pas la seule base pour établir l'existence d'une menace réelle.**

Source : OFPRA, *Protection contre les mutilations sexuelles féminines*, **16 janvier 2023**.

« **Toute intervention sur les organes sexuels féminins externes réalisée sans raison médicale correspond à une mutilation sexuelle féminine.** Quelle que soit la forme qu'elles prennent, les MSF constituent une **atteinte à l'intégrité physique des femmes et jeunes filles** qui en sont

victimes et exposent leur auteur et ses complices à des poursuites pénales. Elles peuvent ouvrir le droit à un besoin de protection reconnu par l'Ofpra. En application de l'article L. 531-11 du Ceseda, un certificat médical est obligatoire et doit être impérativement délivré par un médecin en médecine légale exerçant dans l'un des établissements de santé visés dans l'arrêté INTV1721843A du 23 août 2017. Vous trouverez également ci-dessous le modèle de certificat médical conforme à l'arrêté. Ces examens médicaux sont demandés par l'Ofpra pour les nécessités de l'instruction de la demande d'asile de ces enfants puis, périodiquement, dans le cadre du suivi de la protection des mineures auxquelles le statut de réfugié ou, à défaut, la protection subsidiaire, ont été octroyés en raison de leur exposition à un risque avéré de mutilation sexuelle féminine si elles regagnent leur pays d'origine.

**La crainte de subir une mutilation sexuelle dans le pays d'origine reste largement exprimée pour des enfants ou adolescentes.** Celles-ci viennent pour la plupart d'Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Côte d'Ivoire, Sénégal, Nigéria, ...) et, dans une moindre mesure, de la Corne de l'Afrique (Soudan, Yémen...). **Elles sont alors très largement protégées par l'obtention du statut de réfugié à l'Ofpra.** »

Source : Le Monde, « Excision : protection de l'enfant et ... des parents ? », **2009.**

« On a vu ces dernières années de nombreux parents solliciter de la France, pour leurs enfants, sinon pour eux-mêmes, le statut de réfugié. Dans la période la plus récente – un an environ – l'OFPRA a ainsi multiplié les décisions d'octroi du statut de la protection subsidiaire à ces fillettes généralement maliennes ou ivoiriennes. En revanche, il a en refusé le bénéfice aux parents les renvoyant à solliciter un droit de séjour classique. La crainte était de voir des parents exciper d'un prétendu projet d'excision pour bénéficier d'un titre de séjour en France. (...) La CNDA a rendu une décision identique infirmant l'OFPRA en commençant par rappeler que *« dans les pays à forte prévalence de la pratique de l'excision, les personnes qui ont manifesté leur opposition à cette pratique pour elles-mêmes ou refusé d'y soumettre leurs enfants, ont ainsi transgressé les normes coutumières de leur pays d'origine et ont exposées de ce fait tant à des violences dirigées contre elles-mêmes qu'au risque de voir leurs filles excisées contre leur volonté »*. Ce sont donc des personnes qui au sens de la convention de Genève **peuvent être « regardées comme pouvant craindre avec raison des persécutions du fait de leur appartenance à un certain groupe social »**. Pour autant, en l'espèce, la Cour n'a pas trouvé les éléments constitutifs de cette crainte : les mères concernées n'ont pas été menacées, les enfants n'ont pas manifesté explicitement leur refus d'être excisées. »

Source : Editions Législatives Lefebvre Dalloz, La veille Permanente, *Enfants craignant l'excision : modalités de l'examen médical et de production du certificat*, **2017.**

« Afin d'assurer **une protection effective aux enfants exposées à une mutilation génitale, la loi du 29 juillet 2015 a mis en place, à travers les articles L. 723-5 et L. 752-3 du Ceseda, deux mécanismes tendant à la production par les parents de certificats médicaux constatant la non-excision.** Un arrêté du 23 août 2017 (publié au Journal officiel du 31 août), précise les modalités d'application de ces dispositions. »

Source : InfoMigrants, « France : comment se passe la demande d'asile pour excision ? », **2023**

## **Différents profils**

"Le profil majoritaire va être la fillette née dans son pays d'origine, ou dans le parcours d'exil ou en France, qui vient accompagnée de sa mère -excisée ou non - ou de ses deux parents", explique Annalou Kleinschmidt, référente des violences faites aux femmes à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). »

## Certificat obligatoire pour les mineures

Dans la plupart des cas, **une demande d'asile pour excision est déposée par une mère ou des parents au nom de leur enfant**. "Ce sont eux qui sont entendus en tant que représentants légaux", souligne Annalou Kleinschmidt. La présentation d'un certificat médical est obligatoire pour les mineures. Le document est remis aux représentants légaux de l'enfant à la suite d'un examen médical qui doit être obligatoirement réalisé dans une unité médico-judiciaire (UMJ) dont la liste se trouve sur le site de l'Ofpra. "C'est le seul et unique cas dans toutes les demandes d'asile où l'Ofpra prend en charge financièrement un examen médical, explique Annalou Kleinschmidt. L'idée est qu'il soit fait par des médecins formés à ce type d'examen, parce que ce n'est pas rien de recevoir une jeune fille mineure pour l'examiner d'un point de vue gynécologique". Ce certificat est obligatoire que la fillette ait été excisée ou non.

## "Un faisceau d'indices"

Les demandeurs ou la demandeuse d'asile passent ensuite un entretien avec un agent de protection de l'Ofpra. **"On s'attache à trouver le plus d'éléments objectifs possibles" prouvant l'existence d'une menace**, assure Annalou Kleinschmidt. Pour cela *les questions portent sur "la famille, les liens de filiations, l'environnement familial..."* "Est ce que la personne est dans une famille qui pratique l'excision ? Est-ce que des grandes sœurs ont été excisées ? Dans quel type de milieu social vit la personne ? Est ce qu'elle vient plutôt d'une ville ou de la campagne ?", cite en exemple la spécialiste. **"C'est toujours un faisceau de plusieurs indices, jamais une seule explication "**, qui aboutit à la décision de l'agent de protection. Si l'Ofpra accorde l'asile à une fillette, sa mère ou ses parents peuvent alors obtenir un titre de séjour "vie privée et familiale" pour rester avec elle en France. Tant que l'enfant est mineure, et même après avoir obtenu une protection elle doit être examinée tous les cinq ans par une unité médico-judiciaire afin de vérifier qu'elle n'a pas subi de mutilation, par exemple lors de vacances à l'étranger ou bien lors d'une visite de la famille en France. Elle reste sous la responsabilité de ses parents qui ont le devoir de la protéger d'une mutilation. Si jamais l'enfant a été excisée alors qu'elle était protégée par l'Ofpra, ses parents sont passibles d'une amende et d'une peine de prison.

## Des femmes victimes de désinformation

Malgré son histoire, Maryam n'est pas parvenue à fait protéger sa fille. Elle a été déboutée par l'Ofpra, puis par la CNDA. Elle pense que ces refus sont liés au fait qu'elle se serait "mal exprimée". À Paris, maître Ioana Barbu, avocate au barreau de Paris en droit administratif et public et ainsi qu'en droit des étrangers, assiste régulièrement des femmes qui demandent l'asile pour excision. Elle explique à InfoMigrants que, dans la majorité des cas, les refus d'asile proviennent d'un manque de préparation de leur entretien. **Ces femmes sont souvent « victimes de la désinformation de personnes en bande organisée qui leur disent de dire certaines choses alors que si on a sa propre histoire originale, ça peut aboutir à une protection »**, souligne l'avocate. Certaines personnes doivent également être aidées car « elles n'ont pas mis l'accent là où il fallait, ou bien ont donné des détails qui n'ont pas spécialement d'importance ».

Source : Université Panthéon Assas Paris II, *Excision et crédibilité de la demande d'asile*, Intervention du **13 avril 2015**.

« Il est clairement admis par le Conseil d'État, depuis son arrêt du 21 décembre 2012 (n° 332491, décision Fofana), que les fillettes risquant de subir des MSF peuvent être regardées comme constituant un groupe social, lorsque les MSF sont couramment pratiquées au point de constituer une norme sociale dans le pays d'origine, sans qu'il soit nécessaire de revendiquer cette appartenance. Le Conseil d'Etat dit que pour appartenir à un groupe social on n'a pas besoin de le revendiquer, de le réclamer, ou - dans le cas d'une excision - d'avoir manifesté publiquement son

rejet de la pratique. Il faut par ailleurs que soient apportés des éléments circonstanciés, notamment familiaux, géographiques, sociologiques, relatifs aux risques encourus personnellement pour prétendre au statut de réfugié (...). Le Conseil du contentieux des étrangers continue de considérer, notamment, que le taux de prévalence est tel qu'il suffit à démontrer la persistance d'un risque objectif très élevé qu'une fille y soit soumise, avec ou sans le consentement de ses parents (...) Le certificat médical est une pièce importante dans l'appréciation des persécutions passées et de risques de persécution ».

## Sources consultées :

Toutes les sources ont été consultées en 2023

### Organisations internationales et sources gouvernementales

- ONU Femmes France, *Travailler avec les cheffes traditionnelles pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines*, **8 février 2022**. <https://www.onufemmes.fr/nos-actualites/2022/2/8/travailler-avec-les-cheffes-traditionnelles-pour-mettre-fin-aux-mutilations-sexuelles-feminines>
- UN Liberia, *National Council of Chiefs and Elders Announce 3-year Moratorium on FGM*, **22 février 2022**. <https://liberia.un.org/en/172950-government-liberia-partners-launch-anti-sgbv-call-center-national-council-chiefs-and-elders>
- UNICEF Data Warehouse, *Data by country on Female genital mutilation (FGM)*, Liberia, [https://data.unicef.org/resources/data\\_explorer/unicef\\_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL\\_D\\_ATAFLOW&ver=1.0&dq=LBR.PT\\_F\\_15-49\\_FGM.&startPeriod=1970&endPeriod=2023](https://data.unicef.org/resources/data_explorer/unicef_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL_D_ATAFLOW&ver=1.0&dq=LBR.PT_F_15-49_FGM.&startPeriod=1970&endPeriod=2023)
- UNICEF, *Carte de pourcentage des excisions dans le monde*, <https://www.unicef.fr/sites/default/files/userfiles/carteexcision.pdf>
- UNICEF, *Mutilations génitales féminines / excisions : bilan statistique et examen des dynamiques du changement*, **2013**.
- BIRD Libéria, *Girls Not Brides, How are young people leading change to end child marriage in Liberia*, <https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/regions-and-countries/liberia/>
- UNFPA, *Perspectives démographiques sur les mutilations génitales féminines*, <https://www.unfpa.org/fr/publications/perspectives-demographiques-sur-les-mutilations-genitales-feminines>
- UNICEF, *Division of Data, Research and Policy, Liberia*, <https://www.unicef.org/innovation/topics/liberia>
- UNFPA, *Female Genital Mutilation Dashboard- Liberia*, <https://www.unfpa.org/data/fgm/LR>
- Delegation of the EU to Liberia, *International Day of Zero Tolerance against Female Genital Mutilation (FGM)*, **2021**. [https://www.eeas.europa.eu/delegations/liberia/international-day-zero-tolerance-against-female-genital-mutilation-fgm\\_be?s=104](https://www.eeas.europa.eu/delegations/liberia/international-day-zero-tolerance-against-female-genital-mutilation-fgm_be?s=104)
- UNICEF, *Mutilations génitales féminines / excisions : bilan statistique et examen des dynamiques du changement*, **2013**.
- UNICEF, “*Chancing a harmful social convention: FGM/cutting*”, **mai 2008**. [https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/fgm\\_eng.pdf](https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/fgm_eng.pdf)
- Fédération nationale GAMS, *Les textes législatifs sur l'excision*, <https://federationgams.org/excision-2/les-textes-legislatifs-sur-lexcision/>
- Confédération suisse, *Missions de police internationales de la Suisse, Cinq années de mission en Côte d'Ivoire et au Libéria*, **2017**. <https://www.eda.admin.ch/civpol/fr/home/civpol/portraits/civpol-portrait-laurent-x.html>
- UN Women, *Global Database on Violence against women, Spotlight Initiative to end violence against Women and Girls (2019-2022)*, <https://evaw-global-database.unwomen.org/fr/countries/africa/liberia/2019/spotlight-initiative-to-end-violence-against-women-and-girls>

- Home Office UK, *Female Genital Mutilation (FGM)*, 2008. <https://www.gov.uk/government/collections/female-genital-mutilation>
- OHCHR, *Following a moratorium on FGM in Liberia, victims are still seeking justice*, 9 juin 2022. <https://www.ohchr.org/en/stories/2022/06/following-moratorium-fgm-liberia-victims-are-still-seeking-justice>
- OFPRA, Rapport d'activité, 2009.
- OFPRA, *Protection contre les mutilations sexuelles féminines*, 16 janvier 2023. <https://www.ofpra.gouv.fr/dossier/administrations-juridictions/protection-contre-les-mutilations-sexuelles-feminines>
- 28 Too Many, *Prevalence of FGM in Liberia by region, 2019-2020* (map), [https://www.fgmcri.org/media/uploads/Country%20Research%20and%20Resources/Liberia/liberia\\_prevalence\\_map\\_by\\_region\\_\(dhs\\_2019-2020\).jpeg](https://www.fgmcri.org/media/uploads/Country%20Research%20and%20Resources/Liberia/liberia_prevalence_map_by_region_(dhs_2019-2020).jpeg)
- Spanish Ministry of Health, "Common protocol for a Healthcare response to FGM", 2015, [https://www.sanidad.gob.es/organizacion/sns/planCalidadSNS/pdf/equidad/A\\_Protocolo\\_comun\\_INGLES\\_\(MGF\).Accesible.pdf](https://www.sanidad.gob.es/organizacion/sns/planCalidadSNS/pdf/equidad/A_Protocolo_comun_INGLES_(MGF).Accesible.pdf)
- European Institute for Gender Equality, "Estimation of Girls at risk of female genital mutilation in the European Union", décembre 2021.
- Observatoire de l'asile et des réfugiés, « Le droit d'asile au féminin. Cadre législatif et pratiques », **Décembre 2011.** <http://www.france-terre-asile.org/images/stories/publications/cahiersdusocial/franceterredasile-cahierdusocial32-droitasileaufeminin.pdf>
- Conseil d'Etat, Conclusions de M. Edouard CREPEY, rapporteur public, décembre 2012. [https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CRP/conclusion/2012-12-21/332491?download\\_pdf](https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CRP/conclusion/2012-12-21/332491?download_pdf)

### ONG, Think Tanks

- 28 Too Many, *Country profile: FGM in Liberia*, 2014. <https://www.refworld.org/docid/54bcd574.html>
- 28 Too Many, *Libéria*, <https://www.fgmcri.org/country/liberia/>
- 28 Too Many, *Liberia key findings*, <https://www.refworld.org/pdfid/5a17e1b84.pdf>
- 28 Too Many/Thomas Reuters Foundation, "Liberia: the law and FGM", septembre 2018. [https://www.fgmcri.org/media/uploads/Law%20Reports/liberia\\_law\\_report\\_v1\\_\(september\\_2018\).pdf](https://www.fgmcri.org/media/uploads/Law%20Reports/liberia_law_report_v1_(september_2018).pdf)
- 28 Too Many, *Liberia and Sierra Leone*, 2012, <https://www.fgmcri.org/blog/liberia-and-sierra-leone-blog-by-our-in-country-researcher/>
- Equality Now, *FGM in Liberia*, 2021. [https://www.equalitynow.org/learn\\_more\\_fgm\\_liberia/](https://www.equalitynow.org/learn_more_fgm_liberia/)
- Equality Now, *Liberian government suspends FGM for three years: What's the next big step?*, 31 mars 2022, [https://www.equalitynow.org/news\\_and\\_insights/liberian-government-bans-fgm-for-three-years-whats-the-next-big-step/](https://www.equalitynow.org/news_and_insights/liberian-government-bans-fgm-for-three-years-whats-the-next-big-step/)
- Equality Now, "How Many Girls Must Die Before Liberia Stops FGM?", 9 mai 2017. [https://www.equalitynow.org/news\\_and\\_insights/how\\_many\\_girls\\_must\\_die\\_before\\_liberia\\_stops\\_fgm/](https://www.equalitynow.org/news_and_insights/how_many_girls_must_die_before_liberia_stops_fgm/)
- Plan international Belgique, *8 idées reçues sur l'excision*, 2018. <https://www.planinternational.be/fr/blog/8-idees-recues-sur-l'excision>
- Enfants du Globe, *Droits de l'enfant au Libéria*, 2023. <https://enfantsduglobe.org/droitsenfantliberia.php>
- The advocates for Human Rights, *Liberia's Compliance with the International Covenant on Civil & Political Rights: Harmful Practices and Violence against Women*, submitted for



- the 122nd Session of the ICCPR (12 March – 6 April 2018), **2018**. <https://www.theadvocatesforhumanrights.org/res/byid/8039>
- Humanium, *Concrétiser les droits de l'enfant au Libéria*, **2021**. <https://www.humanium.org/fr/liberia/>
  - Amnesty International, *Liberia* 2017/2018. <https://www.amnesty.org/en/location/africa/west-and-central-africa/liberia/report-liberia/>
  - LandInfo (COI Center), “Report- FGM of women in West Africa”, **12 janvier 2009**. <https://landinfo.no/wp-content/uploads/2018/03/West-Africa-Female-genital-mutilation-12012009-1.pdf>
  - Filles, pas épouses, « Le mariage des enfants et les MGF », **juillet 2021**. [https://www.zonta.org/images/docs/MyZonta/Tools/AdvocacyTools/Ending%20Child%20Marriage/GNB\\_Childmarriage\\_FGMC\\_French.pdf](https://www.zonta.org/images/docs/MyZonta/Tools/AdvocacyTools/Ending%20Child%20Marriage/GNB_Childmarriage_FGMC_French.pdf)
  - Norwegian Human Rights Fund, “Two decades of support to human rights work in Liberia”, **Janvier 2017**, <https://nhrf.no/assets/images/NHRF-Liberia-report-1996-2016.pdf>
  - UNHCR, « Trop de souffrance : mutilations génitales féminines et asile dans l'Union européenne », **17 avril 2013**. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/articles-et-reportages/trop-de-souffrance-mutilations-genitales-feminines-et-asile-dans>

## Médias

- Excision parlons-en, *Agir en réseau pour mettre fin à l'excision*, **2023**. <https://www.excisionparlonsen.org/liberia/>
- APA News, *Libéria : les chefs traditionnels interdisent l'excision*, **9 février 2023**. <https://fr.apanews.net/genre/liberia-les-chefs-traditionnels-interdisent-les-mgf/>
- Le Monde, *Excision en Afrique : quand les hommes aussi veulent en finir*, **27 mars 2023**. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/27/excision-en-afrique-quand-les-hommes-aussi-veulent-en-finir-avec-les-mutilations-genitales-feminines\\_6167172\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/27/excision-en-afrique-quand-les-hommes-aussi-veulent-en-finir-avec-les-mutilations-genitales-feminines_6167172_3212.html)
- Le Monde, « Excision : protection de l'enfant et ... des parents ? », **2009**. <https://www.lemonde.fr/blog/jprosen/2009/04/19/excision-protection-de-l-enfant-et-%E2%80%99enfant-et-%E2%80%A6-des-parents-312/>
- Front Page Africa Online, *A New Bill to Ban Female Genital Cutting Looks Set for Defeat Even as Liberians Abandon the Practice*, **4 février 2023**. <https://frontpageafricaonline.com/news/%EF%BF%B3a-new-bill-to-ban-female-genital-cutting-looks-set-for-defeat-even-as-liberians-abandon-the-practice/>
- Front Page Africa Online, *Liberia: Bush School Famous For FGM Practice Closes In Liberia*, **23 janvier 2023**. <https://frontpageafricaonline.com/news/liberia-bush-school-famous-for-fgm-practice-closes-in-liberia/>
- Front Page Africa, *Liberia: Female Genital Mutilation: A Menace or Culture*, **1 novembre 2022**. <https://frontpageafricaonline.com/opinion/commentary/liberia-female-genital-mutilation-a-menace-or-culture/>
- Front Page Africa Online, *Liberia: Banning FGM in Montserrado County is Commendable, But Don't Forget the Other Counties*, **13 février 2023**. <https://frontpageafricaonline.com/editorial/liberia-banning-fgm-in-montserrado-county-is-commendable-but-dont-forget-the-other-counties/>
- Front Page Africa Online, *“Banning FGM only in Montserrado is a complete Mockery” – Rev. Noah Tour*, **3 mars 2023**. <https://frontpageafricaonline.com/news/liberia-banning-fgm-only-in-montserrado-is-a-complete-mockery-rev-noah-tour/>

- Front Page Africa Online, *UNFPA Lauds Government for Developing Proposed Anti-FGM Law*, **20 juillet 2022**. <https://frontpageafricaonline.com/news/liberia-unfpa-lauds-government-for-developing-proposed-anti-fgm-law%ef%bf%bc/>
- Front Page Africa Online, *International Community Commends Liberia's Council of Chiefs and Elders for Declaring FGM Ban in All Parts of Liberia's 15 Counties*, **20 février 2023**. <https://frontpageafricaonline.com/news/international-community-commends-liberias-council-of-chiefs-and-elders-for-declaring-fgm-ban-in-all-parts-of-liberias-15-counties/>
- New Narratives/Front Page Africa, *FGM Bush Schools Still Operational Despite Three-Year Moratorium*, **12 mai 2022**. <https://newnarratives.org/stories/fgm-bush-schools-still-operational-despite-three-year-moratorium/>
- Liberian Observer, *Liberia: Gov't Hailed for Fight against FGM*, **22 novembre 2022**. <https://www.liberianobserver.com/liberia-govt-hailed-fight-against-fgm>
- Liberian Observer, *Liberia: In Nimba, Traditional Leaders Ban FGM*, **9 juin 2022**. <https://www.liberianobserver.com/liberia-nimba-traditional-leaders-ban-fgm>
- Liberian Observer, *Liberia: FGM Finally Banned in Montserrado, But...*, **2 septembre 2023**. <https://www.liberianobserver.com/liberia-fgm-finally-banned-montserrado>
- Jeune Afrique, *Liberia: une journaliste menacée pour ses enquêtes sur des pratiques d'excision*, <https://www.jeuneafrique.com/depeches/57208/politique/liberia-une-journaliste-menacee-pour-ses-enquetes-sur-des-pratiques-dexcision/>
- Radio Télévision Suisse, Monde, *L'excision, une pratique horrible qui porte atteinte à la dignité de femme*, **2017**, <https://www.rts.ch/info/monde/8364747-lexcision-une-pratique-horrible-qui-porte-atteinte-a-la-dignite-de-femme.html>
- RFI Africa, *Hopes traditional leaders in Liberia will help stamp out FGM*, **2021**. <https://www.rfi.fr/en/africa/20210206-hopes-traditional-leaders-in-liberia-will-help-stamp-out-fgm-africa-women-s-rights-girls-education-law>
- VOA, *FGM Persists in Liberia Despite Dangers*, **2014**. <https://www.voanews.com/a/fgm-persists-liberia-despite-dangers/1845568.html>
- New Republic Liberia, *No money, No ending FGM*, **28 novembre 2022**. <https://www.newrepublicliberia.com/liberia-news-87/>
- New Republic Liberia, "Viewpoints by R. Jocelyn Wea: Views on FGM", **29 mai 2018**. <https://www.newrepublicliberia.com/viewpoint-by-r-joycelyn-wea-views-on-fgm/>
- The New Humanitarian, *FGM continues in rural secrecy*, **2008**. <https://www.thenewhumanitarian.org/report/80571/liberia-fgm-continues-rural-secrecy>
- The New Dawn Liberia, *Government to end FGM in Montserrado County*, **7 février 2023**. <https://thenewdawnliberia.com/government-to-end-fgm-in-montserrado-county/>
- L'entraide, *Dommages persistants : mutilations génitales féminines au Liberia*, **2021**.
- Comprendre média, *Liberia : Les mutilations génitales féminines interdites dans le comté de Nimba pendant trois ans*, **7 septembre 2022**. <https://comprendre.media/interdiction-mutilations-genitales-feminines-au-liberia/>
- ABC Sociedad, *Le Liberia interdit les mutilations génitales féminines, mais seulement pour un an*, **2018**. [https://www.abc.es/sociedad/abci-liberia-prohibe-mutilacion-genital-femenina-pero-solo-durante-201801251754\\_noticia.html](https://www.abc.es/sociedad/abci-liberia-prohibe-mutilacion-genital-femenina-pero-solo-durante-201801251754_noticia.html)
- Minority Africa, "A delay mechanism": *Liberian women question three-year ban on FGM*, **5 juin 2022**. <https://minorityafrica.org/a-delay-mechanism-liberian-women-question-three-year-ban-on-fgm/>
- Vice News, *They Said Female Genital Mutilation Was Banned. But Girls Are Still Falling Victim*, **14 décembre 2022**. <https://www.vice.com/en/article/5d3een/liberia-female-genital-mutilation-ban>
- Voxafrica, *Les chefs traditionnels du Liberia font une annonce historique en déclarant l'interdiction des mutilations génitales féminines*. **9 février 2023**
- The Perspective (Atlanta, Georgia), *Female genital mutilation and the course of tradition*, **2019**. <https://www.theperspective.org/2019/0705201903.php>

- Columbia Journalism Revue, *Liberia bans female genital cutting in a triumph for local journalism*, **26 mars 2018**.
- InfoMigrants, « France : comment se passe la demande d’asile pour excision ? », **2023**. [https://www.cjr.org/first\\_person/liberia-female-mutilation.php](https://www.cjr.org/first_person/liberia-female-mutilation.php)
- News Public Trust, “27% of children in Liberia subjected to FGM before age 5”, **24 July 2018**. [https://www.cjr.org/first\\_person/liberia-female-mutilation.php](https://www.cjr.org/first_person/liberia-female-mutilation.php)
- News Public Trust, Female Genital Mutilation (FGM) Leads To Low School Enrollment In Rural Liberia, **23 mai 2022**. <https://newspublictrust.com/female-genital-mutilation-fgm-leads-to-low-school-enrollment-in-rural-liberia/>
- The Independent Probe Newspaper, “Liberia’s Children Demand End to FGM”, **23 novembre 2021**. <https://independentprobe.com/2021/11/23/liberias-children-demand-end-to-fgm/>
- The Analyst, “End Female Genital Mutilation For Minors” -Teen Age Group, says “It is Inconsistent With AU Charter on Children’s right”, **17 juin 2022**. <https://analystliberiaonline.com/end-female-genital-mutilation-for-minors-teen-age-group-says-it-is-inconsistent-with-au-charter-on-childrens-right/>
- New Narratives, “Female Genital Cutting – Why Liberia Must Join the Rest of the World and Outlaw the Practice”, **2023**. <https://newnarratives.org/stories/extractives/female-genital-cutting-liberia-must-join-the-rest-of-the-world-and-outlaw-the-practice/>
- New Narratives, “Genital Cutting Threatens the Health of Liberia’s Women”, **2023**. <https://newnarratives.org/alumni/tetee-gebro/genital-cutting-threatens-the-health-of-liberias-women/>
- Devex, “Liberian executive order banning FGM expected to lack enforcement”, **2 Février 2018**. <https://www.devex.com/news/liberian-executive-order-banning-fgm-expected-to-lack-enforcement-91981>
- All Africa, “Liberia: Traditional Leaders Say They Will Not Stop Female Genital Cutting Without More Money”, **1 décembre 2022**. <https://allafrica.com/stories/202212020194.html>
- IRIN, *Liberia: FGM continues in rural secrecy*, **24 September 2008**. <https://www.refworld.org/docid/48e085e31e.html>
- Visionews.net, “Liberia: Journalist Mae Azango fights for women’s rights and against female genital mutilation”, **24 janvier 2013**. <http://www.visionews.net/liberia-journalist-mae-azango-fights-for-women%C2%B4s-rights/>
- Gossip Liberia, “FGM In Liberia is legal and could risk more lives if tradition overturns public governance”, **4 février 2021**. <https://gossipliberia.com/fgm-in-liberia-is-legal-and-could-risk-more-lives-if-tradition-overturns-public-governance/>
- Womensenews, “Liberian journalist threaten for FGM coverage”, **26 décembre 2012**. <https://womensenews.org/2012/12/liberian-journalist-threatened-fgm-coverage/>
- National Post, “Jonathan Kay: Meet Mae Azango, the Liberian journalist who refuses to be silenced on female genital mutilation”, **4 décembre 2012**. <https://nationalpost.com/opinion/jonathan-kay-meet-mae-azango-the-liberian-journalist-who-refuses-to-be-silenced-on-female-genital-mutilation>

### Sources scientifiques

- Source : Cairn, *Les mutilations génitales féminines dans le monde*, **2017**.
- Science Journal of Medecine and Clinical Trials, *The Practice of Female Genital Mutilation in the Paynesville Community, Liberia*, **2016**. <https://www.sjpub.org/sjmct/sjmct-235.pdf>
- The Lancet, *Changing culture to end FGM*, Volume 391, Issue 10119, P401, **February 03**,

- 2018.** [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)30151-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)30151-X/fulltext)
- World Food Prize, Youth Programs, *Liberia: How Providing Liberians Advantageous Nutrition Solutions Can Increase Food Security*, [https://www.worldfoodprize.org/documents/filelibrary/youth\\_programs/2019\\_gyi\\_papers/DePrizioGabriella\\_778AFEBCFA58B.pdf](https://www.worldfoodprize.org/documents/filelibrary/youth_programs/2019_gyi_papers/DePrizioGabriella_778AFEBCFA58B.pdf)
  - International Journal of Environmental Research and Public Health, “Management of Female Genital Mutilation/Cutting-Related Obstetric Complications: A Training Evaluation”, 19(15): 9209, **28 Juillet 2022.** <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9367947/>
  - Université Panthéon Assas Paris II, *Excision et crédibilité de la demande d’asile*, Intervention du **13 avril 2015.** [https://asile-en-france.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=19:l-excision&catid=8&limitstart=5&Itemid=117](https://asile-en-france.com/index.php?option=com_content&view=article&id=19:l-excision&catid=8&limitstart=5&Itemid=117)
  - University of the Western Cape, “A review of the underlying factors influencing female genital mutilation in Africa”, **2016.** [https://repository.uwc.ac.za/bitstream/handle/10566/3797/Channel\\_A-review-of-the\\_2016.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://repository.uwc.ac.za/bitstream/handle/10566/3797/Channel_A-review-of-the_2016.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
  - Natascha Wagner, “Why female genital cutting persist?”, **Septembre 2011.** [https://www.researchgate.net/profile/Natascha-Wagner-2/publication/228829687\\_Why\\_female\\_genital\\_cutting\\_persists/links/00b495236cb68a390e000000/Why-female-genital-cutting-persists.pdf](https://www.researchgate.net/profile/Natascha-Wagner-2/publication/228829687_Why_female_genital_cutting_persists/links/00b495236cb68a390e000000/Why-female-genital-cutting-persists.pdf)
  - RCSI, “Female Genital Mutilation. Information for Health-Care Professionals Working in Ireland”, **Janvier 2008.** [https://repository.rcsi.com/articles/report/Female\\_Genital\\_Mutilation\\_Information\\_for\\_Health-Care\\_Professionals\\_Working\\_in\\_Ireland\\_/10788482](https://repository.rcsi.com/articles/report/Female_Genital_Mutilation_Information_for_Health-Care_Professionals_Working_in_Ireland_/10788482)

### Jurisprudence

- Tribunal decision UK, *SK (FGM, ethnic groups)*, **2007.** <https://tribunalsdecisions.service.gov.uk/utiac/2007-ukait-1>

### Autres

- Editions Législatives Lefebvre Dalloz, La veille Permanente, *Enfants craignant l’excision : modalités de l’examen médical et de production du certificat*, **2017.** <https://www.editions-legislatives.fr/actualite/enfants-craignant-l-excision-modalites-de-l-examen-medical-et-de-production-du-certificat/>